

**DECRET N° 2018- 0690 /PRES/PM/MFPTPS/
MDENP** Portant adoption de la liste des
démarches administratives à mettre en ligne, à
simplifier, à automatiser et à dématérialiser au sein
des ministères et institutions.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VLSAE n°00555

- 24/07/2018*
- VU la Constitution ;
 - VU le décret n°2016-001/PRES du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
 - VU le décret n°2018-0035/PRES/PM du 31 janvier 2018 portant remaniement du Gouvernement ;
 - VU le décret n°2018-0272/PRES/PM/SGG-CM du 12 avril 2018 portant attribution des membres du Gouvernement ;
 - VU le décret n° 2016-344/PRES/PM/MFPTPS du 04 mai 2016 portant organisation du Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale ;

Sur rapport du Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale ;

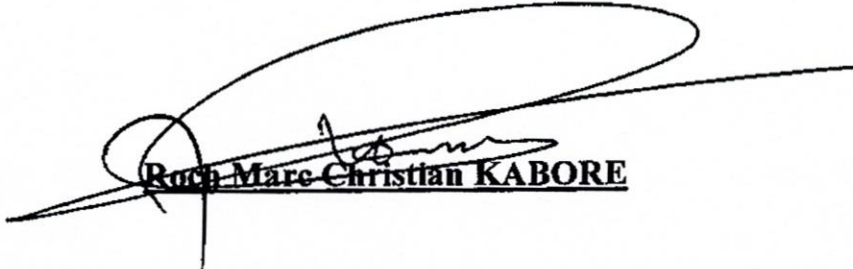
Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 20 juin 2018 ;

D E C R E T E

ARTICLE 1 : Est adoptée la liste des démarches administratives à mettre en ligne, à simplifier, à automatiser et à dématérialiser au sein des ministères et institutions à l'horizon 2020, dont le document est joint en annexe au présent décret.

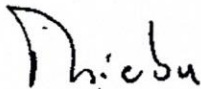
ARTICLE 2 : Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, le Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 31 juillet 2018



Roch Marc Christian KABORE

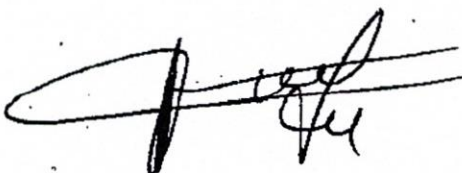
Le Premier Ministre



Paul Kaba THIEBA

Le Ministre de la Fonction Publique,
du Travail et de la Protection Sociale

Le Ministre de l'Economie, des
Finances et du Développement

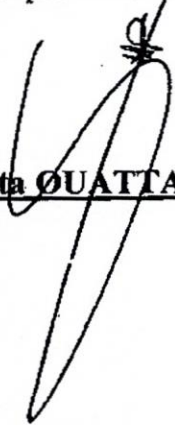


Seni Mahamadou OUEDRAOGO



Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI

Le Ministre de Développement de l'Economie
Numérique et des Postes



Hadja Fatimata OUATTARA/SANON



LISTE DES DEMARCHES ADMINISTRATIVES A METTRE EN LIGNE, A
SIMPLIFIER, A AUTOMATISER ET A DEMATERIALISER AU SEIN DES
MINISTERES ET INSTITUTIONS A L'HORIZON 2020

Table des matières

I. LE CONTEXTE ET JUSTIFICATION	6
II. Les objectifs attendus.....	7
III. LA STRATEGIE DE MISE EN CEUVRE.....	7
IV. Les résultats attendus	10
V. La liste des démarches administratives par ministère ou institution	10
A. Liste des procédures administratives du Ministère de la Sécurité.....	11
B. Liste des procédures administratives du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.....	12
C. Liste des procédures administratives du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	15
D. Liste des procédures administratives du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	16
E. Liste des procédures administratives du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	18
F. Liste des procédures administratives du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	23
G. Liste des procédures administratives du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	25
H. Liste des procédures administratives du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	31
I. Liste des procédures administratives du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	33
J. Liste des procédures administratives du Ministère de la Santé	34
K. Liste des procédures administratives du Ministère de la Communication et des Relations avec le parlement.....	35
L. Liste des procédures administratives du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	36
M. Liste des procédures administratives du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement ..	38
N. Liste des procédures administratives du Ministère des Infrastructures	39
O. Liste des procédures administratives du Ministère des Mines et des Carrières	41
P. Liste des procédures administratives du Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	42
Q. Liste des procédures administratives du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat.....	44
R. Liste des procédures administratives du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	46
S. Liste des procédures administratives du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	48
T. Liste des procédures administratives du Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'insertion Professionnelles	50

U.	Liste des procédures administratives du Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	55
V.	Liste des procédures administratives du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	57
W.	Liste des procédures administratives du Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	58
X.	Liste des procédures administratives du Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	60
Y.	Liste des procédures administratives du Ministère des Sports et des Loisirs	62
Z.	Liste des procédures administratives du Premier Ministère	63
AA.	Liste des procédures administratives du Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	64
BB.	Liste des procédures administratives du Médiateur du Faso	65
CC.	Liste des procédures administratives de la Grande Chancellerie.....	67
DD.	Liste des procédures administratives du Conseil Supérieur de la Communication ...	68
EE.	Liste des procédures administratives de la Commission Informatique des Libertés ..	69
FF.	Liste des procédures administratives du Conseil d'Etat.....	70
GG.	Liste des procédures administratives de la Cour de Cassation.....	71
HH.	Liste des procédures administratives du Conseil Constitutionnel	72
II.	Liste des procédures administratives de la Cour des Comptes	75
JJ.	Liste des procédures administratives de l'Autorité Supérieure de contrôle de l'Etat et de Lutte contre la Corruption.....	76

Liste des sigles et abréviations

ALIAS	Système d'accès en ligne aux informations administrative et salariales
AMGN	Académie Militaire Georges NAMOANO
AMM	Autorisation de mise sur le marché
ASCE-LC	Autorité Supérieure de contrôle de l'Etat et de Lutte contre la Corruption
ASE	Autorisation spéciale d'exportation
ASI	Autorisation spéciale d'importation
CARFO	Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CCI-BF	Chambre du commerce et d'industrie du Burkina Faso
CCP	Certificat de cessation de paiement
CCVA	Centre de Contrôle des Véhicules Automobiles
CEFPPO	Centre d'Évaluation et de Formation Professionnelle de Ouagadougou
CEPS	Commission d'enregistrement des produits de santé
CFE	Contribution Financière en matière d'eau
CIL	Commission Informatique des Libertés
CNMA	Conseil national de modernisation de l'administration
CNSS	Caisse nationale de sécurité sociale
CNT	Certificat national de transhumance
CO	Certificat d'origine
COTEVAL	Comité technique de vérification des avant-projets et propositions de loi
CPC	Carte professionnelle de commerçant
DIAN	Dossiers individuels des archives numérisées
DPI	déclaration préalable d'importation
EES	Evaluation environnementale stratégique
ETH	Etablissements touristiques d'hébergements
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'apprentissage
FAIJ	Fonds d'Appui aux Initiatives des jeunes
FASI	Fonds d'Appui au Secteur Informel
GOPM	Guide d'organisation pédagogique et matériel
GV-AP	Guichet virtuel unique de l'administration publique
IBNC	Impôt sur les bénéfices non commerciaux
IFU	Identifiant Financier Unique
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
IRF	Impôt sur les Revenus Fonciers
IRVM	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières
IS	Impôt sur les sociétés
IUTS	Impôt Unique sur les Traitements et les Salaires
MJFIP	Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'insertion Professionnelles
OGM	Organismes Génétiquement Modifiés
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
ONASER	Office national de sécurité routière
ONEA	Office national de l'eau et de l'assainissement
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPC	Opération Permis de Conduire
ORI	Ordre de recette individuelle

PAPS/EFTP	Programme d'Appui à la Politique Sectorielle d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels
PMK	Prytanée Militaire du Kadiogo
PN/EFTP	Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
RE	de référentiel d'évaluation
REP	Recours pour excès de pouvoir
RF	de référentiel de formation
RGS	Relevé général de services
RMC	Référentiel métier compétence
RPCA	Registre Public du Cinéma et de l'Audiovisuel
RSA	révision ou régularisation de situation administrative
SADINA	Système d'Accès aux Dossiers Individuels Numérisés des Agents
SFD	Système financier décentralisé
SIAO	Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
SIG	Système d'information géographique
SND	Service national pour le développement
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TPA	Taxe Patronale d'Apprentissage
TR	Taxe de résidence
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USSU-BF	Union des Sports Scolaires, Universitaires du Burkina Faso
ZD	Zones de dénombrements

I. LE CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le souci de doter l'Etat d'une administration de proximité capable d'assurer des services publics de qualité, accessibles et répondant aux attentes des populations, un Plan stratégique décennal de modernisation de l'administration (PSDMA) a été adopté le 20 juillet 2011 par le Ministère de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale.

L'axe 4 de ce plan consacré à la promotion de l'administration électronique vise à mettre les Technologies de l'information et de la communication (TIC) au service de l'administration pour la rendre plus performante, plus transparente et plus accessible aux usagers.

Cette vision se traduit par la volonté du gouvernement à promouvoir une administration de meilleure qualité par la transformation de ses relations internes et externes grâce aux TIC avec des actions telles que :

- ✓ le développement d'un processus d'informatisation globale, coordonnée et intégrée permettant une meilleure utilisation des ressources informatiques ;
- ✓ la promotion de la dématérialisation des actes administratifs ;
- ✓ le développement des services en ligne.

Aussi, les orientations du Premier Ministre sur les actions de modernisation pour l'année 2017 et 2018 lors du Conseil national de modernisation de l'administration intègrent le développement de services en ligne et la dématérialisation d'applications métiers.

Toutefois, la mise en œuvre de ces actions ne peut se faire sans l'existence d'une base fiable des différentes procédures ou services rendus aux usagers dans l'ensemble des ministères et institutions.

C'est ainsi que le ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale de concert avec les ministères et institutions a décidé de faire un répertoire des démarches administratives dans l'administration

publique au Burkina Faso, qui feront l'objet de mise en ligne, de simplification, d'automatisation et de dématérialisation à l'horizon 2020.

II. LES OBJECTIFS ATTENDUS

L'objectif global de l'opération est de promouvoir l'accès en ligne des services administratifs aux citoyens à l'horizon 2020. De façon spécifique, il s'agit :

- d'adopter par ministère une liste de procédures administratives à mettre en ligne à titre informationnel, permettant aux citoyens d'avoir à travers internet les conditions et modalités d'accès ;
- d'adopter par ministère une liste de procédures administratives à simplifier ;
- d'adopter par ministère une liste de procédures administratives à automatiser ;
- d'adopter par ministère une liste de procédures administratives à dématérialiser ;
- d'adopter par ministère une liste de service à mettre en ligne.

III. LA STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

III.1. Création d'une base de données des procédures administratives

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la partie informationnelle du guichet virtuel de l'administration publique, le Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale a procédé à la conception et au développement d'une base de données des procédures administratives. Cette base permet aux ministères et institutions de saisir en ligne les informations telles que les conditions d'accès et délais de traitement des différentes prestations administratives les plus importantes.

Afin de s'assurer de la fiabilité des données saisies, les démarches administratives décrites dans la base de données ont été compilées et analysées.

Les procédures qui ne disposent pas d'informations cohérentes ou minimales ne sont pas retenues. Sur la base des démarches assainies, les listes des procédures ont été envoyées à chaque ministère ou institution pour vérification, correction et validation. Après cette phase, 492 démarches administratives saisies par les ministères et institutions peuvent être considérées comme valides et pouvant être adoptées par le Conseil des ministres comme la base des procédures administratives à partir de laquelle les prestations à simplifier, à automatiser, à dématérialiser ou à mettre en ligne pourront être identifiées.

Il revient donc à chaque ministère ou institution de s'approprier cette liste afin de faire une programmation à l'horizon 2020 des procédures à simplifier, à automatiser, à dématérialiser ou à mettre en ligne.

D'ores et déjà les procédures administratives recensées sont disponibles sur le guichet virtuel de l'administration publique et donnent une opportunité aux usagers de pouvoir s'informer via internet.

III.2. Simplification des procédures

Parmi les procédures recensées, nombreuses sont celles qui ne disposent pas de délai de traitement qui puisse guider l'utilisateur sur la diligence qui est faite dans le traitement de ses requêtes. Aussi, leur circuit de traitement demeure aléatoire et certaines étapes de ce circuit paraissent superflues.

Dans l'objectif d'offrir un service public de qualité aux usagers, il est demandé aux structures de veiller à simplifier au moins 50% des procédures par ministère afin de réduire leurs délais et étapes de traitement.

III.3. Dématérialisation/Automatisation des procédures

La dématérialisation consiste à transformer des documents physiques en fichiers numériques ou à créer ces documents directement sous forme numérique pour les intégrer à un processus. De ce fait, la dématérialisation de processus est l'acte de transformer un flux de documents physiques, ainsi que les traitements qui lui sont appliqués, en flux numériques et traitements automatisés.

En rappel lors de la session 2017 du Conseil national de modernisation de l'administration (CNMA), au titre des orientations en termes de modernisation de l'administration, SEM le premier ministre a donné comme orientation à chaque ministère de dématérialiser au moins une procédure et d'automatiser au moins deux. Il est donc attendu que chaque ministère identifie au moins deux processus dont les traitements seront automatisés même si les documents ne sont pas dématérialisés. De plus, au moins un processus devra être identifié pour automatiser les traitements et numérisés les documents qu'il utilise afin d'être comptabilisé comme procédure dématérialisée.

Ainsi chaque année, les ministères et institutions s'attèleront à automatiser au moins deux (02) procédures et dématérialiser au moins une démarche administrative recensées à partir de la base, ce qui permettra de mesurer leur évolution en terme de dématérialisation des procédures administratives.

III.4. Mise en ligne de services innovants

Les usagers de l'administration étant de plus en plus exigeants, il s'avère indispensable de leur faciliter l'accès aux services publics. Pour ce faire, les ministères devront mettre les services en ligne pour permettre à l'utilisateur de demander et obtenir un service via internet. Il s'agira de donner accès en ligne à des formulaires qu'il faudra remplir pour demander le service, le ministère ou l'institution se chargera alors de traiter sa requête et de lui renvoyer le service demandé via le même canal le cas échéant. Ces services électroniques serviront à désengorger les structures administratives, de suivre les délais de traitement des requêtes et d'accélérer le traitement des actes administratifs.

Ainsi conformément aux orientations des sessions du CNMA, il est demandé à chaque ministère la mise en ligne d'au moins deux services administratifs, ce qui permettra à chaque ministère ou institution de s'ouvrir davantage et d'offrir un service public de qualité aux usagers.

III.5. Intégration des services en ligne dans le GV-AP

L'une des difficultés des usagers de l'administration demeure l'accessibilité aux services dématérialisés et le manque d'information sur leur existence.

Pour faciliter la communication sur les démarches dématérialisées et réduire le nombre de liens qui y donnent accès, les services qui seront développés devront être intégrés au guichet virtuel unique de l'administration publique (GV-AP) et seront accessibles à partir de l'adresse www.guichetvirtuel.gov.bf du GV-AP.

IV. LES RESULTATS ATTENDUS

- Les résultats attendus à l'horizon 2020 de la mise en œuvre de l'ensemble de ces réformes se présentent comme suit :

- les conditions d'accès et les délais de traitement de **492** procédures administratives de l'administrations sont accessibles en ligne à travers le guichet virtuel de l'administration publique ;
- 50% des **492** procédures administratives de la base des procédures administratives sont simplifiées soit environ **246** procédures ;
- **deux (02)** procédures par ministère sont annuellement automatisées, soit 54 procédures par an et environ **162** procédures administratives au total sur les 3 ans ;
- **une (01)** procédure par ministère est annuellement dématérialisée, soit 27 procédures par an et environ **81** procédures administratives au total sur les 3 ans ;
- **deux (02)** procédures par ministère sont annuellement mises en ligne, soit 54 procédures par an et environ **162** procédures administratives au total sur les 3 ans.

V. LA LISTE DES DEMARCHES ADMINISTRATIVES PAR MINISTERE OU INSTITUTION

A. Liste des procédures administratives du Ministère de la Sécurité

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Appels d'urgences	Tous les appels de détresses concernant les vols; grands banditismes; terrorismes et autres.
2	Constat d'accidents matériels et corporels de la circulation routière	aider les usagers à rétablir leur droit
3	Demande d'un passeport ordinaire	document officiel de voyage
4	Prise en charge des besoins d'urgence sécuritaires	Tous les appels de secours concernant les accidents de la circulations routières; vols; grands banditismes; terrorismes et autres
5	Sensibilisation sur la cybercriminalité	présentation de la cybercriminalité et partage de bonne pratique

B. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Aide à la reconversion des militaires retraités ou en fin de carrière	- Obtenir des informations afin de préparer paisiblement sa retraite; - Avoir une orientation vers une activité professionnelle après la carrière militaire; - Présenter un projet professionnel élaboré et validé; - Obtenir une aide adaptée; - Bénéficier d'un placement en fonction de ses aptitudes et compétences.
2	Concours d'entrée au Prytanée Militaire du Kadiogo	Le PMK est un école militaire d'enseignement secondaire Burkinabè dépendant du ministère de la défense et situé sur le site militaire de Kamboincin, à proximité de Ouagadougou. C'est une école militaire d'excellence qui a pour principale mission la formation de cadres militaires et civils pour servir la nation. Cette qualité de la formation qui englobe les aspects intellectuel, moral, physique, académique et autres, est aussi un gage de succès et une référence pour nos sociétés, souvent en manque de repères où certaines valeurs de l'école semblent être en crise.
3	CONCOURS RECRUTEMENT ELEVE OFFICIER D'ACTIVE A L'AMGN	Concours d'entrée à l'Académie Militaire Georges NAMOANO comme Élève Officier d'Active. La formation s'étend sur une période de deux (2) ans et aboutit au statut d'Officier "toute-arme".
4	Diverses prestations en Machines-Outils	- surfaçage de culasse ; - rectification de vilebrequin ; - alésage de bloc-moteur toute marque; - autres prestations machines-outils.
5	Diverses prestations en Machines-Outils	
6	Duplicata de livret individuel	
7	ETAT SIGNALÉTIQUE DE SERVICE POUR LES MILITAIRES RETRAITES	

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
8	Laboratoire de travaux publics	
9	location d'aéronefs à l'Armée de l'Air	Types d'aéronefs: - CASA CN 235 - King Air BE 20 - MI 17 - Écureuil AS 350 - Air Tractor AT 802
10	Prestations diverses à l'Armée de l'Air	
11	Prestations diverses en mine et carrières	
12	Prestations diverses en mine et carrières	- Mise en œuvre d'explosifs ; - Destruction de roches dans l'exploitation minière; - Destruction pour des besoins de chantiers.
13	Prestations diverses en mines et carrières	- Mise en œuvre d'explosifs ; - Destruction de roches dans l'exploitation minière; - Destruction pour des besoins de chantiers.
14	Réalisation d'ouvrages en travaux publics	- Réalisation de travaux de terrassement ; - Location d'engins de Travaux Publics ; - Réalisation de forages ; - Réalisation de Proctor ; - Densitométrie ; - Essai d'équivalence de sable ; - Granulométrie; - Location de tribunes de grande capacité.
15	Réalisation d'ouvrages en travaux publics	

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
16	Soins de santé au grand public	Le Service de Santé des Armées a pour vocation d'offrir des soins de santé aux militaires, paramilitaires, familles de militaires et surtout majoritairement au grand public. En dehors des consultations générales dans la plupart de nos structures de santé, des consultations spécialisées sont également offertes, notamment à la CLINIQUE MEDICALE GENERAL ABOUBACAR SANGOULE LAMISANA. Les cliniques de ce centre médical sont:- MEDECINE INTERNE;- CHIRURGIE BUCCO-DENTAIRE;- OPHTALMOLOGIE;- LABORATOIRE D'ANALYSE MEDICALE;- RADIOLOGIE;- CARDIOLOGIE;- HOSPITALISATION;- CHIRURGIE GENERALE;- ORL;- ANESTHESIE-REANIMATION;- DERMATOLOGIE-VENEROLOGIE;- GENECOLOGIE- UROLOGIE;- KINESITHERAPIE;- PSYCHIATRIE;- DERMATOLOGIE;- GASTRONOMIE-ENTEROLOGIE.

C. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Composition de dossier de demande de Passeport Diplomatique	Document de voyage délivré à des personnalités limitativement cités dans le Décret N°
2	Composition du dossier de demande/renouvellement de passeport de service	Document de voyage délivré aux agents publics ou à toute personne participant à une mission officielle hors du territoire national conformément au Décret N°
3	Demande d'authentification des documents officiels	Acte par lequel le Ministère des Affaires Etrangères authentifie ou certifie d'un documents (actes d'état civil ou actes divers) fait foi dont la valeur juridique est reconnue par les autorités Burkinabè.
4	Demande de Note Verbale	Document par lequel le Ministère des Affaires Etrangères sollicite d'une Mission Diplomatique ou Poste Consulaire, la délivrance d'un visa au profit d'un agent public en mission officielle.
5	Demande de traduction des documents (Du Français vers l'Anglais ou l'Espagnol ou l'Arabe)	Pour la traduction des documents (Du Français vers l'Anglais ou l'Espagnol ou l'Arabe)

D. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'attestation de dépôt légal	C'est une décharge signée du procureur du faso à l'occasion du dépôt légal qui a pour but de lui permettre de s'assurer que le contenu du journal respecte son objet et /ou ne comporte pas des informations ou des annonces contraires à la loi ou ne porte pas atteinte à l'ordre public ou aux bonnes moeurs
2	Demande d'autorisation de publication des annonces légales et judiciaires	C'est une liste de média ayant reçu l'autorisation de publier les annonces légales et judiciaires, ces publications sont exigées pour la validité sous peine de nullité, La liste est établie par le ministre de la justice, garde des sceaux et le ministre en charge de l'administration du territoire et de la sécurité
3	Demande de carte de visiteur agréé	Acte autorisant la communication avec un détenu sur une grande période
4	Demande de cession volontaire de salaire	Procès verbal de céder volontairement son salaire à une autre personne ou institution
5	Demande de côte et Paraphe	Action attestant l'originalité d'un document
6	Demande de garde d'enfant	Acte autorisant un parent à exercer l'autorité parental sur un enfant mineur
7	Demande de Grosse ou de l'Expédition	La grosse est la copie d'une décision de justice comportant la formule exécutoire.
8	Demande de modification de nom ou prénom ou Demande d'ajout de nom ou prénom	Acte autorisant un individu à modifier son nom ou son prénom dans le registre d'état civil
9	Demande de pension alimentaire	Acte en vertu duquel, il est fait obligation à une personne de verser une allocation pour entretenir un individu ou une famille
10	Demande de permis de communiqué permanent	Acte autorisant une personne à communiquer son proche parent détenu pendant un(01) mois
11	Demande de permis de communiqué spontané	Acte autorisant une personne à communiquer avec un détenu
12	Demande de récépissé avant première parution	C'est une autorisation qui atteste de la légalité d'un journal ou d'une publication avant la toute première parution. En effet, les journaux ou écrits périodiques spécialisés doivent être déclarés au parquet qui délivre à cet effet un récépissé. La déclaration permet au procureur du faso de s'assurer que la future publication respecte les dispositions du code de l'information
13	Demande de récusation	Le fait de refuser, par soupçon de partialité, un juge dans les cas spécifiés par la loi.
14	Demande de référé	Le référé est une procédure permettant de demander à une juridiction qu'elle ordonne des mesures provisoires mais rapides tendant à préserver les droits du demandeur.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
15	Demande d'un bulletin n°3 du casier judiciaire	Le bulletin N°3 du casier judiciaire est le relevé des condamnations à des peines privatives de liberté prononcées par une juridiction répressive contre une personne. Il est délivré à la personne concernée sur demande. Lorsqu'il n'existe pas de condamnation prononcée contre une personne, son bulletin N°3 est matérialisé par un trait oblique
16	Demande d'un certificat de nationalité	Le certificat de nationalité est un document administratif délivré par le Président du Tribunal de Grande Instance qui confère à une personne la qualité de burkinabè. Tous les tribunaux de grande instance du Burkina Faso ont compétence pour l'en délivrer. Une fois délivré, le certificat de nationalité burkinabè n'est soumis à aucun délai de validité.
17	Demande d'une décision de justice	Acte qui traduit la décision d'un tribunal sur un jugement

E. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Abonnement à la revue des marchés publics	Prestation qui consiste à donner la possibilité aux entreprises de s'abonner à la revue des marchés publics
2	Crédit dédouanement de véhicules	Facilités de dédouanement offertes aux agents publics pour dédouaner les véhicules par précomptes
3	Délivrance d'arrêté de mise sous administration provisoire	Acte autorisant la mise sous administration provisoire d'un SFD en difficulté
4	Délivrance de main levée d'hypothèque	Délivrance de main levée d'hypothèque
5	Demande d'agrément en maitrise d'ouvrage public délégué	Permet aux entreprises de demander différents types d'agréments (TB, TR, EMB, ALI, TH)
6	Demande d'arrêt ou de remboursement de précomptes.	Prestation qui vise à obtenir l'arrêt ou le remboursement de précomptes irrégulièrement pratiqués sur le salaire d'un agent public au titre d'un élément quelconque de rémunération.
7	Demande d'arrêts ou de suspension de Mandatement irrégulier	Prestation qui vise à obtenir la cessation ou la suspension des paiements effectués à titre de rémunération par le service de la solde au profit d'agent public.
8	Demande d'attestation d'activités	C'est une pièce administrative requise dans certains dossiers dont les appels d'offres
9	Demande d'attestation de bonne fin d'exécution	Ce document certifie que le contrat a été bien exécuté réceptionné conformément aux clauses du contrat
10	Demande d'attestation de non engagement Trésor Public	Délivrance des attestations prouvant la situation des créances du demandeur avec l'Etat. Cette pièce servira au comptable d'opérer une retenue lors du paiement du contrat si l'attributaire doit à l'Etat.
11	Demande d'attestation de reversement	Délivrance d'une attestation après vérification dans le logiciel pour certifier que le demandeur a bien effectué un reversement auprès de la RG
12	Demande d'autorisation d'ouverture de comptes dans les banques commerciales	Pour faciliter la mise en œuvre de certaines conventions de financement (assises principalement sur des ressources extérieures) il peut être autorisé le recours à des banques commerciales.
13	Demande d'autorisation d'ouverture d'un casino	L'autorisation d'ouverture d'un casino donne droit au requérant d'offrir au public les jeux de casinos.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
14	Demande d'autorisation d'ouverture d'une salle de machines à sous	L'autorisation d'ouverture d'une salle de machines à sous donne droit au requérant d'offrir au public les jeux de machines à sous dans une salle.
15	Demande d'autorisation ou de licence d'exploitation d'un casino	L'autorisation ou licence d'exploitation d'un casino donne droit au requérant d'introduire des demandes d'autorisation d'ouverture de casinos
16	Demande de certificat de service fait	Atteste l'effectivité de l'exécution du service conformément aux clauses du contrat
17	Demande de changement de mode de paiement ou de changement d'adresse bancaire et activités connexes.	Ils permettent au service chargé du traitement de la solde de modifier à la demande du personnel intéressé le mode de paiement du salaire. Ainsi, le salaire peut être transféré du billettage dans un compte ouvert dans les livres d'une banque de la place, ou transféré d'une banque à une autre, ou encore transféré d'une banque au billettage.
18	Demande de codes d'utilisation de logiciels métiers	Créer des codes utilisateurs et des mots de passe par défaut suivant les différents profils pour les utilisateurs qui en ont besoin
19	Demande de correction d'indemnités liées à l'emploi des agents en position de stage à l'intérieur ou à l'extérieur du pays	Il vise à corriger le traitement indemnitaire (suppression d'indemnités et ou mandatement de l'indemnité de stage intérieur) d'un agent public admis à un stage de formation, de perfectionnement et spécialisation à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.
20	Demande de correction de salaire suite à une nomination à un poste de responsabilité	Il vise à corriger le traitement salarial d'un agent public ayant fait l'objet de nomination à certains postes de responsabilité. Ces nominations nécessitent la mise à jour de l'indice de traitement en raison de l'exercice de ces fonctions. Il en va de même lorsque l'agent est relevé de ces fonctions.
21	Demande de dérogation à la condition de nationalité des dirigeants des Systèmes financiers décentralisés (SFD)	Octroi d'autorisation permettant à des non nationaux d'exercer la fonction de dirigeant des SFD sur le territoire burkinabè
22	Demande de fin de retenues pour le service national pour le développement (SND).	Il vise à obtenir la constatation de la fin du SND avec arrêt et remboursement de la Retenue SND sur le salaire
23	Demande de liquidation d'un Systèmes financier décentralisé (SFD)	Prise d'acte permettant la liquidation d'un SFD en difficulté
24	Demande de main levée de caution	Le requérant de la main levée de caution vient prendre attache avec le guichet de la DMP et demander une main levée sur sa caution bancaire
25	Demande de mandatement hors solde	Il vise à obtenir l'émission par l'administration d'un mandat de paiement portant sur des éléments quelconques de rémunération dus à un agent public et distinct des mandats émis dans le cadre de la solde mensuelle des agents de l'Etat.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
26	Demande de retrait d'agrément des Systèmes Financiers Décentralisés	Retrait de l'autorisation d'exercice des activités de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit
27	Demande d'établissement de l'ordre de service	Ce document donne l'ordre à l'attributaire du marché de commencer ou de suspendre les travaux
28	Demande d'établissement d'un certificat de cessation de paiement (CCP) ou d'émission d'ordre de recette individuelle (ORI).	Vise à obtenir l'arrêt des règlements salariaux assurés par l'Etat au profit de certains publics atteint par la limite d'âge ou se trouvant en situation particulière ou encore à faire dresser un ordre de recette au nom d'un agent public contre lequel l'Etat dispose d'une créance exigible dont le recouvrement sera assurée voie de précompte sur salaire.
29	Demande d'informations sur les comptes de dépôts au Trésor (services bancaires)	Dans le cadre de la fonction bancaire du Trésor, différents services bancaires sont offerts par le Trésor Public au profit des usagers de l'administration appelés correspondants du Trésor. Il s'agit notamment ; - des relevés de comptes, - des attestations de soldes, - des attestations de comptes - chéquiers Trésor
30	Dossiers relatifs aux retenues pour faits de grève.	Il vise à obtenir l'ordonnancement de la Retenue sur salaire pour grève sur le salaire de l'agent.
31	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	L'IRVM s'applique aux distributions faites aux associés ainsi qu'aux rémunérations des dirigeants: dividendes, intérêts, produits et bénéfices des parts d'intérêts, remboursements et amortissements totaux ou partiels effectués avant dissolution ou mise en liquidation, tantièmes et jetons de présence.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
32	Impôt sur les bénéfices Industriels, Commerciaux et Agricoles (IBICA)	Impôt prélevé au profit du budget de l'Etat sur les bénéfices des professions commerciales, industrielles, artisanales, des exploitations forestières et les entreprises minières; en outre les bénéfices provenant de l'exploitation agricole réalisée par les planteurs, agriculteurs et éleveurs y sont soumis.
33	Impôt sur les bénéfices non commerciaux (IBNC)	Impôt prélevé au profit du budget de l'Etat sur les bénéfices des professions libérales, des charges et offices dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçants, et de toutes occupations, exploitations lucratives et sources de profits, non soumises à un impôt spécial sur le revenu.
34	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	L'IRF est applicable aux produits de la location des immeubles bâtis ou non bâtis quelque soit leur usage y compris les revenus accessoires. Sont également concernés les produits des sous-locations d'immeubles et des baux à construction.
35	Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt établi au profit du budget de l'Etat sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales.
36	Impôt Unique sur les Traitements et les Salaires (IUTS)	Prélèvement fiscal opéré au profit du budget de l'Etat sur les traitements et salaires applicables à l'ensemble des traitements publics ou privés, indemnités, émoluments et salaires de toute nature perçus au cours de la même année, y compris les avantages en nature, à l'exception des avantages en nature supportés par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial.
37	Publication des avis ou les résultats de sélection de prestataires de commande publique dans la revue des marchés publics	Publication des avis ou les résultats de sélection de prestataires de commande publique dans la revue des marchés publics
38	Soumission cautionnée pour crédit d'enlèvement, droits et taxes, entrepôts fictifs	Facilité accordée aux importateurs pour enlever leurs marchandises auprès de la douane
39	Taxe de résidence (TR)	La TR est une taxe perçue au profit des budgets locaux. Elle est due par toute personne physique qui occupe, à quelque titre que ce soit, une maison d'habitation au BF, qu'elle soit propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
40	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	La TPA s'applique à la totalité des rémunérations payées en argent au titre des traitements, indemnités, émoluments et salaires de toute nature. La TPA est un impôt d'Etat.
41	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	La TVA est un impôt dû par les personnes physiques ou morales qui, habituellement ou occasionnellement font des affaires au BF en accomplissant des actes relevant d'une activité autre que salarié. La TVA est un impôt d'Etat. Par affaires, il faut entendre toute opération réalisée entre deux personnes distinctes moyennant une contrepartie en espèces ou en nature, quels que soient les buts recherchés ou les résultats obtenus (importations, ventes, travaux immobiliers, prestations de services, toute activité lucrative d'une manière générale).
42	Vente de publications de l'INSD	Il s'agit de l'ensemble des documents disponibles sous format papier ou CD-rom relatifs aux différentes enquêtes et recensement réalisé par l'Institut.
43	Vente des dossiers d'appel à concurrence et des cahiers de charge des dossiers d'entente directe	Mise à disposition des dossiers d'appel à concurrence contre paiement des frais y afférents

F. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Autorisation d'exercer au Burkina Faso d'associations étrangères	Délivrance d'un récépissé autorisant une association étrangère d'exercer au Burkina Faso
2	Déclaration d'existence d'unions ou de fusions d'associations	L'union, la fusion ou toute autre forme de regroupement d'associations n'est possible qu'entre des associations de même statut juridique œuvrant dans les mêmes domaines.
3	Demande d'actes ou de faits d'état civil (naissance, décès, mariage)	Cette prestation consiste pour tout usager à demander des actes ou faits d'état civil auprès des services compétents.
4	Demande de déclaration d'existence d'associations	Le service offert consiste à la délivrance des récépissés de déclaration d'existence ou de renouvellement des associations.
5	Demande de génération des ratios pour analyse financière des collectivités territoriales	Génération de ratios pour analyse financière des collectivités territoriales (LORAF/CT)
6	Demande de reconnaissance de parti ou de formation politique	En toute période, le traitement des demandes de reconnaissance des partis et formations politiques et des demandes de renouvellement des instances dirigeantes ou de modification des textes constitutifs des partis et formations politiques ; En période électorale, en sus du service ci-dessus relevé , le traitement des dossiers des regroupements d'indépendants.
7	Demande de renouvellement de l'autorisation d'exercer au Burkina Faso d'associations étrangères	Cette demande permet à une association étrangère de renouveler son autorisation d'exercer au Burkina Faso
8	Demande de renouvellement de parti ou de formation politique	Demande pour obtenir le récépissé de renouvellement de l'organe dirigeant et/ou de modification dans les textes constitutifs du parti ou de la formation politique

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
9	Demande d'informations sur les collectivités territoriales, les jumelages dans le cadre de la Coopération décentralisée et la capitalisation des investissements	Informations sur les collectivités territoriales, les jumelages dans le cadre de la coopération décentralisée et la capitalisation des investissements (LOGICOD)
10	Règlement de contentieux relatif à la gestion des carrières des agents des collectivités territoriales	Règlement de contentieux relatif à la gestion des carrières des agents des collectivités territoriales

G. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Agrément d'ouverture de bureau ou office privé de placement ou d'entreprise de travail temporaire	Autorisation administrative préalable imposée à toute personne physique ou morale qui souhaite exercer dans le secteur du placement ou du travail temporaire
2	Appui à la conclusion des conventions collectives de travail	Prestation par laquelle la Direction générale du travail, dans le cadre de sa mission de promotion de la négociation collective, accompagne les partenaires sociaux qui souhaitent conclure une convention collective
3	Arrêté de bonification d'échelon suite à une décoration	La prestation consiste à délivrer un acte administratif qui accorde aux agents publics un échelon de plus en cas de décoration
4	Arrêté de titularisation	Acte administratif qui confère aux agents publics le statut de fonctionnaire titulaire
5	Attestation de soumission aux marchés publics	Pièce administrative exigée dans la constitution du dossier pour répondre à un appel d'offres
6	Avis de licencier un salarié malade	Décision par laquelle l'inspecteur du travail autorise le licenciement ou refuse le licenciement d'un travailleur malade
7	Avis d'ouverture d'économat	Prestation par laquelle les services du travail permettent à un chef d'entreprise d'ouvrir un économat au sein de son entreprise
8	Avis technique de l'inspection du travail	Avis par écrit aux partenaires sociaux sur des questions liées au travail lorsque ces derniers en font la demande par correspondance
9	Conciliation conflit collectif de travail	Prestation par laquelle l'inspection du travail (pour les conflits couvrant le ressort d'une seule inspection) ou la direction générale du travail (pour les conflits qui couvrent le ressort de plusieurs inspections) tente d'amener les parties d'un différend collectif de travail à trouver un accord dans le respect des textes en vigueur
10	Conciliation conflit individuel de travail	Prestation par laquelle l'inspection du travail tente d'amener les parties d'un différend de travail à trouver une solution amiable dans le respect des textes en vigueur

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
11	Correction salaires des actes de carrières (avancement, bonification, intégration et reversement)	Opération par laquelle l'agent bénéficie d'une correction de salaire suite à un changement d'indice ou à une erreur lors du mandatement
12	Décision de congé administratif	Acte par lequel l'agent est autorisé à jouir de son congé administratif de 30 jours
13	Décision de congé maladie de courte durée (plus de 7 jours et moins de 90 jours)	Acte administratif qui accorde un repos aux malades
14	Décision de mise à disposition	Acte administratif qui place un agent du Ministère auprès d'un autre ou d'une institution
15	Déclaration d'ouverture d'entreprise ou d'établissement	Formalité par laquelle l'inspection du travail atteste avoir reçu dans son ressort territorial la déclaration d'ouverture d'une entreprise ou d'un établissement
16	Déclaration d'ouverture, de modification ou de fermeture d'établissement	Formalité administrative exigée lors de la création, de la modification ou de la fermeture d'une entreprise
17	Demande d'allocation familiale	C'est une opération par laquelle l'agent bénéficie d'une allocation familiale de 2000 FCFA chaque mois
18	Demande d'attestation de soumission aux marchés publics	Pièce administrative exigée dans la constitution du dossier pour répondre à un appel d'offres
19	Demande d'attestation de travail	Document administratif tenant lieu de certificat de travail dans la constitution du dossier pour bénéficier de la pension
20	Demande d'attestation du chômage	Pièce administrative attestant le chômage d'un travailleur et utilisé dans la constitution du dossier pour bénéficier des allocations familiales
21	Demande d'avis de rachat de rente	Formalité visant à vérifier la conformité des conditions exigées et les motivations réelles du demandeur de rachat de rente
22	Demande d'avis sur le licenciement des travailleurs dont le poste est médicalement déconseillé	Formalité visant à assurer une protection spécifique aux travailleurs concernés
23	Demande d'avis sur le licenciement des travailleurs protégés (délégué syndical, délégué du personnel, membres chargés de l'administration d'un syndicat)	Formalité visant à assurer une protection spécifique aux travailleurs concernés

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
24	Demande de bonification d'échelon suite à stage de spécialisation	Prestation qui consiste à octroyer un échelon supplémentaire à un agent ayant accompli un stage de spécialisation
25	Demande de congé de maternité	Acte administratif qui accorde un repos de 14 semaines au personnel féminin en situation de grossesse
26	Demande de constat de carence et autorisation en matière d'élection de délégués de personnel	Intervention de l'Inspection du Travail pour constater la carence des organisations syndicales au sein de l'entreprise et autoriser des élections libres des délégués du personnel
27	Demande de reclassement	Accès d'un fonctionnaire à un emploi ou à une échelle hiérarchiquement supérieur (e) à l'issue d'un stage de formation ou examen professionnel sanctionné par une attestation de succès, diplôme, ou tout autre titre équivalent
28	Demande de reconstitution de carrière	Prestation qui consiste à reconstituer la carrière d'un agent à la suite d'une décision gracieuse ou contentieuse qui le rétablit dans ses droits par la prise d'un acte
29	Demande de reversement	Prestation qui consiste à classer l'agent de la fonction publique dans le nouveau statut de la fonction publique d'Etat
30	Demande de révision ou régularisation de situation administrative (RSA)	Révision et correction de la situation administrative d'un agent suite à des anomalies ou omissions constatées dans sa carrière par la prise d'un acte de carrière
31	Demande de visa de règlement intérieur	Formalité visant à vérifier la conformité des règlements intérieurs aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles
32	Demande de visa de statut du personnel	Formalité visant à vérifier la conformité des statuts aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles
33	Demande de visa des salaires	Formalité visant à vérifier la conformité des salaires par rapport aux minima prévus par les textes
34	Demande de visas de contrat de travail des nationaux nécessitant leur installation hors du territoire national	Formalité pour vérifier les conditions d'emploi et la conformité du contrat à la législation sociale
35	Demande de visas de contrat de travail des non nationaux	Formalité pour vérifier les conditions d'emploi, la conformité du contrat à la législation sociale, le contrôle de la main d'oeuvre non nationale
36	Demande d'intégration	Nomination d'une personne remplissant les conditions requises (sur dossier, sur titre ou sortie d'une école de formation) dans un emploi de fonctionnaire à l'issue d'un concours ou d'une sélection.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
37	Demande d'un acte rectificatif	Rectification des dispositions d'un acte de carrière suite à une erreur ou à une omission
38	Demande d'un agrément pour l'ouverture des bureaux ou offices privés de placement et d'entreprises de travail temporaire	Autorisation accordée par le ministre en charge du travail pour l'ouverture des bureaux ou offices privés de placement et d'entreprises de travail temporaire
39	Enquêtes d'Accident de travail, de Maladie professionnelle	Prestation qui consiste à mener des enquêtes d'accidents de travail et de maladies professionnelles en vue de rechercher le caractère professionnel ou non de l'accident ou de maladie
40	Formation des partenaires sociaux	Prestation offerte aux partenaires sociaux sur des thèmes relatifs aux relations de travail dans le cadre de la mission de sensibilisation de l'Inspection du travail
41	Indemnité de départ à la retraite	Opération par laquelle l'agent en cessation définitive de fonction bénéficie une indemnité de départ à la retraite.
42	Inscription en ligne aux concours de la fonction publique	Cette prestation permet aux candidats aux concours de la fonction publique de s'inscrire en ligne via une plateforme internet dénommée "e-Concours".
43	La liquidation et le paiement de la pension de retraite	La pension de retraite peut être définie comme étant une prestation versée au travailleur admis à la retraite afin de lui permettre de faire face à ses besoins de consommation, en remplacement du revenu du travail (salaire) qu'il ne perçoit plus.
44	La liquidation et le paiement de la pension de survivants (veuves/veufs et orphelins)	La pension de survivant comprend la pension de conjoint survivant et la pension temporaire d'orphelin. Elle est accordée au conjoint survivant (la veuve ou le veuf de l'assuré(e)) et à l'orphelin mineur (enfant légitime ou naturel du/de la défunt(e) assuré(e)) de l'agent public décédé en activité, en détachement ou en disponibilité et remplissant les conditions requises pour bénéficier d'une pension de retraite. Elle est également accordée au conjoint survivant et à l'orphelin mineur du retraité qui bénéficiait déjà d'une pension de retraite.
45	La liquidation et le paiement des rentes et allocations d'incapacité ainsi que la prise en charge des soins médicaux des victimes de risques professionnels	La pension d'invalidité est accordée à l'agent de la fonction publique à la suite d'infirmités ou incapacités fonctionnelles résultant de maladies ou de blessures contractées en service, par le fait du service ou à l'occasion du service.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
46	La liquidation et le paiement du capital décès pour le compte de l'Etat	Le capital décès est une aide financière que l'Etat, employeur apporte à la famille d'un fonctionnaire, d'un militaire ou d'un magistrat décédé en activité ou dans tout autre position déterminée par les dispositions réglementaires en la matière.
47	La liquidation et le paiement du remboursement des retenues pour pension	Le remboursement des retenues pour pension est octroyé à : -L'assuré qui ayant atteint la limite d'âge de son emploi, ne peut prétendre à une pension de retraite, faute de pouvoir remplir l'ancienneté de quinze (15) ans de service effectifs. -L'assuré ne pouvant pas se prévaloir de la convention CNSS/CARFO. -Les ayants cause de l'assuré décédé sans avoir acquis des droits à pension.
48	Licenciement dans la fonction publique	Cessation définitive des fonctions à l'encontre d'un fonctionnaire par la prise d'un acte pour un des motifs de licenciement suivants : insuffisance professionnelle, refus de rejoindre le poste assigné, abandon de poste, perte de la nationalité burkinabè, perte des droits civiques, condamnation à une peine d'emprisonnement ferme d'au moins trois (3) mois ou avec sursis d'au moins dix-huit (18) mois, inaptitude physique ou mentale dûment constatée par le conseil de santé.
49	Mise à disposition des données statistiques sur les accidents de la circulation routière et sur le contrôle de la surcharge	Traitement des données d'accidents transmises par la gendarmerie Nationale et la Police Nationale à l'ONASER. Collecte, vérification et traitement des données sur le contrôle de la surcharge effectué par l'ONASER Diffusion des informations sur les accidents de la circulation et le contrôle de la surcharge
50	Réclamation relative à une révision/reconstitution de carrière	Déposer une demande de révision/reconstitution de carrière
51	Relevé général de services	Acte qui Retracer l'état des services effectués par un fonctionnaire en situation de sortie définitive (retraite, démission, décès, licenciement)

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
52	Retraite pour limite d'âge	Mettre définitivement fin à l'activité du fonctionnaire, atteint par la limite d'âge fixé par la réglementation en vigueur
53	Saisine de l'inspection du travail en cas de conflit individuel ou collectif	Procédure légale obligatoire destinée à la recherche d'une solution amiable lorsqu'un conflit, mettant en cause des intérêts individuels ou collectifs, naît entre un employeur et un, tout ou plusieurs de ses employés
54	Système d'accès aux Dossiers individuels des archives numérisées (DIAN)	Prestation qui consiste à accorder un accès à chaque agent public à son dossier individuel sous format numérique depuis internet.
55	Système d'Accès aux Dossiers Individuels Numérisés des Agents (SADINA)	SADINA est une plateforme qui permet aux gestionnaires des ressources humaines d'avoir accès en ligne, aux dossiers individuels des agents de la fonction publique ou des agents relevant de leur ministère.
56	Système d'accès en ligne aux informations administrative et salariales (ALIAS)	ALIAS est une plateforme qui permet aux agents de la fonction publique d'accéder à leurs situations administratives et salariales.
57	Visa de contrat d'apprentissage	Formalité visant à vérifier la conformité du contrat d'apprentissage aux dispositions législatives et réglementaires
58	Visa de contrat de travail	Formalité administrative à vérifier la conformité des clauses contractuelles aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles.
59	Visa statut du personnel	Formalité visant à vérifier la conformité des statuts aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles

**H. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE L'INNOVATION**

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Authentification des Titres et Diplômes	La prestation consiste en la certification de l'authenticité ou non d'un titre ou diplôme délivré par une institution d'enseignement exerçant au Burkina Faso.
2	Autorisation d'enseigner au supérieur	C'est un document administratif qui confère à son titulaire le droit d'enseigner dans une ou plusieurs matières données.
3	Autorisation d'ouverture d'une institution privée d'enseignement supérieur	Document administratif conférant au promoteur d'institution d'enseignement supérieur le droit d'ouvrir sa structure pour recevoir les étudiants.
4	Création d'une institution privée d'enseignement supérieur.	La prestation consiste à traiter les dossiers d'autorisations de création d'institutions privées d'enseignement supérieur.
5	Délivrance d'arrêté d'équivalence des titres et diplômes	La prestation consiste à délivrer un acte de reconnaissance ou d'équivalence d'un diplôme ou titre obtenu à l'étranger.
7	Demande d'allocations d'aides et de prêts aux étudiants	Octroyer des allocations d'aides et de prêts aux étudiants pour les études et les formations
10	Demande de visa de publicité pour spot télé et radio	La prestation consiste à accorder un visa aux établissements d'enseignement supérieur qui désirent faire de la publicité à travers des spots télé et/ou radio.
11	Demande de visa de publicité pour un communiqué, une annonce ou un message déroulant	La prestation consiste à accorder des visas aux établissements d'enseignement supérieur qui désirent faire de la publicité à travers des communiqués, des annonces des spots télé et/ou radio ou des messages déroulants.
12	Demande de visa de publicité pour un dépliant, un prospectus, un flyer, une affiche ou un calendrier	La prestation consiste à accorder des visas aux établissements d'enseignement supérieur qui désirent faire de la publicité à travers un dépliant, un prospectus, un flyer, une affiche ou un calendrier
13	Inspection des sites abritant les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)	L'inspection des sites consiste à vérifier la conformité du système et à contrôler l'application des mesures de biosécurité exigées par les textes législatifs et réglementaires (arrêtés d'autorisation, loi, règles en matière de biosécurité) dans les sites d'expérimentation et au niveau paysan.
14	Octroi et Renouvellement de bourses	La prestation consiste à octroyer des bourses d'études et de stages aux étudiants, aux travailleurs, aux enseignants-chercheurs et aux chercheurs

I. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Autorisation de Changement de Dénomination d'un Etablissement d'enseignement général post primaire ou secondaire	Autorisation qui permet à un Promoteur d'établissement d'enseignement général reconnu de changer le nom de son établissement
2	Autorisation de changement de site d'un établissement d'enseignement général post primaire ou secondaire	Autorisation qui permet à un Promoteur d'établissement d'enseignement général reconnu de changer le site de son établissement
3	Autorisation de création d'un établissement d'enseignement général privé post primaire ou secondaire	Agrément qui autorise une personne morale ou physique à créer un établissement d'enseignement général privé post-primaire et secondaire
4	Autorisation de diriger un établissement d'enseignement général privé post primaire ou secondaire	Document officiel du Ministère accordant l'autorisation à une personne physique d'exercer la fonction de Directeur, Censeur ou Proviseur dans un établissement d'enseignement formel post primaire et secondaire
5	Autorisation de surveiller dans un établissement d'enseignement général privé post primaire ou secondaire	Document officiel du Ministère accordant l'autorisation à une personne physique de surveiller dans un établissement d'enseignement formel post primaire et secondaire
6	Autorisation de Transfert de Gestion	Autorisation qui permet à un Promoteur d'établissement d'enseignement général reconnu de le transférer à une personne morale ou physique
7	Autorisation d'enseigner dans un établissement d'enseignement général privé post primaire ou secondaire	Document officiel du Ministère accordant l'autorisation à une personne physique de dispenser des cours dans l'enseignement formel post primaire et secondaire et non formel.
8	Autorisation d'extension de cycle	Autorisation qui permet à un promoteur d'ouvrir le second cycle dans son établissement d'enseignement post primaire reconnu
9	Autorisation d'ouverture d'un établissement d'enseignement général post primaire ou secondaire	Autorisation qui permet à une personne morale ou physique à ouvrir un établissement d'enseignement général

11	Demande d'autorisation d'enseigner	Demande faite par les personnes habilitées à enseigner afin d'avoir l'autorisation d'enseigner.
----	---	---

J. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE LA SANTE

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'autorisation spéciale d'importation	Il s'agit d'analyser les dossiers de demande d'importation de produits de santé sans AMM valide au Burkina Faso.
2	Demande d'homologation des produits de santé	Il s'agit de recevoir les dossiers de demande d'Autorisation de mise sur le marché (AMM) des produits de santé; de les faire analyser par des comités d'experts et de présenter les résultats des expertises à la Commission d'enregistrement des produits de santé (CEPS). Après validation par la CEPS, faire des notifications aux demandeurs et proposer des projets d'arrêtés à la signature du ministre de la santé.
3	Demande d'ouverture de structures privée de santé	Document autorisant l'ouverture de structure privée de santé.

K. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

	Intitule	Description
1	Abonnement sidwaya mobile	Abonnement sidwaya mobile: 1 jour, 7 jours ou 30 jours taper *334#
2	Communiqué administratif et social	Communiqué administratif et social ½ page (Police 12) ou 1 page (Police 12) Communiqué commercial ½ page (Police 12) ou 1 page (Police 12) matin: 07h30 après midi: 13h30 soir 19h30
3	Les annonces nécrologiques, publicitaires, avis d'appels d'offres, avis de recrutement; déclarations d'existences et de pertes	Des insertions dans le journal en quart de page, demi-page et en une page
4	les encartages	Il s'agit des pré-imprimés encartés dans le journal
5	Réalisation de spot radio	Réalisation de spot radio pour les différentes tranches: matin (7h30); Après midi (13h30); soir (19h30) de 1 à 45 secondes
6	Spot de conception publicitaire	Spot de conception sur devis de 15 secondes avant midi magazine, de 15 secondes Top Info 13H, de 15 secondes tranche du matin 10h, de 20 secondes Top Info 13H etc.
7	Spot publicitaire Apres Midi magazine	Après Midi magazine 15 secondes, 30 secondes, 35, 40 secondes
8	spot radio	Réalisation de spot radio pour les différentes tranches: matin (7h30); Après midi (13h30); soir (19h30) de 1 à 45 secondes ou de 60 secondes jusqu'à 90 secondes

L. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'appuis pour l'obtention d'équipements et d'emballages de qualité, dans la démarche qualité sur les unités de transformation des produits agricoles. promotion des produits.	C'est une opération qui consiste à renforcer les capacités techniques et matérielles des acteurs dans l'amélioration de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires.
2	Demande d'accès à la plateforme E-vulgarisation	Plateforme qui donne des informations aux utilisateurs, via le téléphone portable, des informations relatives aux productions agricoles
3	Demande d'accès à la plateforme mAgri	C'est une plateforme d'information, dispositif intégré de gestion et de diffusion en temps réel des informations sur les marchés agro-sylvo-pastoraux, en vue de promouvoir la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux; permet également aux producteurs, commerçants d'effectuer des requêtes pour avoir l'information sur les produits de préférence, des requêtes de suivi et des requêtes d'engagement des transactions pour la vente ou l'achat de produits
4	Demande d'accès au service web BASEPA, COUNTRYSTAT, AgriBase	Ce sont des sites web publiant les données des statistiques agricoles en réponse aux besoins de publication des données
5	Demande d'accès aux animaux de traits	C'est une opération qui consiste à mettre à la disposition aux producteurs des animaux de trait à des prix fortement subventionnés
6	Demande d'accès aux équipements agricoles	C'est la mise à disposition des producteurs, des charrues (CH9, CH6, HM3D, HM5D), des charrettes, des semoirs, des buteurs, des cannes planteuses, etc. ainsi que des animaux de trait composés d'ânes et de bœufs à des prix fortement subventionnés afin d'accroître la productivité agricole
7	Demande d'accès aux intrants agricoles (semences, engrais)	C'est une opération qui consiste à mettre à la disposition des producteurs des intrants agricoles (semences, engrais)
8	Demande d'accès sur la plateforme e-aménagement	Cette application qui couvre les champs de l'ensemble des infrastructures hydro-agricoles que sont les grands périmètres aménagés /irrigués, les bas-fonds et des petits ouvrages (puits maraichers, aire de séchages, batteuses, etc.) qui accompagnent ces infrastructures
9	Demande de construction d'infrastructures de stockage	Les infrastructures de stockage sont composées de magasins de différentes capacités, d'aires de séchage et de locaux phytosanitaires pour les produits de traitement

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
10	Demande de contrôle phytosanitaire à l'intérieur du pays	C'est une opération qui permet de s'assurer que des organismes nuisibles en quarantaine n'ont pas été introduits et n'ont pas été disséminés sur le territoire malgré les contrôles à l'importation et dans le cas contraire de prendre les mesures appropriées
11	Demande de mise en place de ferme pilote	Une ferme pilote est une structure moderne et modèle qui puisse servir à la fois pour la formation des entrepreneurs à travers les expérimentations de nouvelles technologies et de source d'inspiration pour les exploitants agricoles environnants et une unité de production où l'entrepreneuriat est mis en valeur
12	Demande de participation à la promotion, valorisation et l'innovation des mets à base de produits agricoles nationaux lors des manifestations d'envergure nationale	C'est une opération qui permet aux usagers de participer à la promotion de la consommation des mets à base de produits agricoles nationaux. Cela a pour objectif de contribuer au développement de la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et à la consommation des mets nationaux en vue de soutenir la croissance économique nationale et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations
13	Demande d'équipements d'irrigation	C'est une opération qui consiste à mettre à la disposition des producteurs ou demandeurs des équipements d'irrigation tels que les moyens d'exhaure (motopompe, pompes immergées, les unités mobiles d'irrigation), les accessoires (tubes PVC, les tés, les coudes, les réducteurs, etc.) et les kits d'irrigation goûte à goûte à coût subventionné
14	Demande d'inspection phytosanitaire à l'exportation	C'est la saisine de la DGPV par des producteurs, commerçants et autres pour vérifier et contrôler le respect des exigences administratives, normes phytosanitaires, exigences particulières, dans le cadre de la mise en circulation de végétaux, produits végétaux, autres objets et autres organismes nuisibles réglementés localement lors de l'exportation
15	Demande d'inspection phytosanitaire à l'importation	C'est la saisine de la DGPV par des producteurs, commerçants et autres pour vérifier et contrôler le respect des exigences administratives, normes phytosanitaires, exigences particulières, dans le cadre de la mise en circulation de végétaux, produits végétaux, autres objets et autres organismes nuisibles réglementés localement lors de l'importation
16	Demande d'inspection phytosanitaire en transit	C'est la saisine de la DGPV par des producteurs, commerçants et autres afin de contrôler que tout produit phytosanitaire en transit non scellé ne représente un risque d'exposition à une infestation ou de contamination par des organismes nuisibles

M. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Déclaration d'activités en matière de prélèvement d'eau brute	Il s'agit pour certaines entreprises de faire la déclaration d'activité en matière de prélèvement d'eau brute
2	Demande de Branchement au réseau collectif de l'assainissement en milieu urbain	demande la réalisation d'un branchement au réseau collectif de l'assainissement
3	Demande de branchement privé (compteur) d'eau	Permet de fournir les branchements de compteur d'eau (le branchement est la liaison entre la conduite de distribution de l'ONEA et la limite de votre concession)
4	demande de données sur la qualité de l'eau	il permet d'avoir la situation de la qualité de l'eau
5	Demande de données sur l'eau potable et l'assainissement en milieu urbain	Prestation qui consiste à fournir des informations relatives à l'eau potable et à l'assainissement en milieu urbain
6	Demande de données sur les Barrages	Prestation qui consiste à fournir des informations techniques sur les barrages
7	Demande de données sur les bassins hydrographiques	Fournir les informations relatives aux bassins hydrographiques
8	Demande de données sur les ouvrages d'eau potable en milieu rural	Permet d'avoir la situation des ouvrages d'eau potable en milieu rural
9	Demande d'Ouvrages d'assainissement autonome à domicile en milieu urbain	il s'agit de construire des latrines VIP dans les domiciles
10	Demande d'ouvrages d'assainissement autonomes communautaires en milieu urbain	Concerne la réalisation de latrines VIP (dans les lieux publics recevant du public : écoles, centres de santé, gars routières, marchés, lieux de cultes, infrastructures associatives, etc.)
11	Dépannage et fuite d'eau des branchements de l'ONEA	Lorsque le robinet d'arrêt (à proximité du compteur) est défaillant, l'ONEA intervient pour changer le robinet après que le client ait payé un robinet neuf et informé l'Office
12	Octroi de l'agrément technique dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	ce service est rendu aux entreprises qui veulent travailler dans les domaines de l'eau potable, de l'Assainissement et des Aménagements Hydro-Agricoles
13	Paiement de la Contribution Financière en matière d'eau (CFE)	La Contribution Financière en matière d'eau (CFE) est la taxe parafiscale instituée au Burkina Faso pour imposer l'utilisation des ressources en eau au paiement d'une taxe.
14	Réclamations sur les services d'eau en milieu urbain	La réclamation concerne toute insatisfaction du client relative aux services d'eau de l'ONEA
15	Résiliation d'un service de l'ONEA	La résiliation est la rupture du contrat d'abonnement par l'accord des parties ou par la volonté de l'une d'entre elles
16	Vérification des agréments techniques octroyés dans le domaine de l'eau et assainissement	ce service permet de vérifier l'authenticité des agréments que détient une entreprise

N. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Conception et mise en place des SIG	Prestation qui consiste à concevoir et mettre en place le Système d'Information Géographique au profit des tiers
2	Contrôle d'auscultation sonique des pieux	Contrôle d'auscultation sonique des pieux
3	Demande d'autocontrôle de travaux d'aménagement des routes	Prestation qui consiste à faire l'auto contrôle de qualité des travaux d'aménagement des routes
4	Demande d'Approbation de plans	Prestation qui consiste à approuver les plans selon les règles de l'art
5	Demande de contrôle de la normalisation des risques en vue de l'assurance décennale	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité des normes en vue de l'assurance décennale
6	Demande de contrôle des équipements techniques et de la qualité des matériaux	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité des équipements techniques et des matériaux
7	Demande de contrôle et surveillance des travaux d'aménagement et de bitumage de voiries	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité de la mise en œuvre des travaux d'aménagement et bitumage des voiries
8	Demande de contrôle géotechnique des routes	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité géotechnique des routes
9	Demande de délivrance ou renouvellement d'agrément technique	Agrément qui permet aux petites et moyennes entreprises de prendre part aux travaux de construction et/ou entretien des routes des pistes rurales et des ouvrages d' art
10	Demande de prélèvement et essai de compression de béton	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité par le prélèvement et essai de compression de béton.
11	Demande d'essai d'analyse granulométrique et équivalent de sable, de teneur en eau	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité granitique et équivalent de sable, de teneur en eau
12	Demande d'essai d'identification et de portance des échantillons	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité à l'essai d'identification et de portance des échantillons
13	Demande d'essai sur du ciment, essais de carottage ou essais sur granite	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité du ciment sur essais, à l'essai de carottage ou avec essai sur granite
14	Demande d'Etalonnage d'une presse à béton	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité d'étalonnage d'une presse à bétons
15	Demande d'étude de formule de composition de béton, de sols et fondations	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité de composition de la formule du béton ou de qualité de sols et fondations

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
16	Demande d'étude de sols et fondations	Prestation qui consiste à faire le contrôle de qualité de sols et fondations
17	Demande d'études géotechniques des Infrastructures	Prestation qui consiste à faire une reconnaissance des sols du tracé et à la recherche de matériaux de viabilité
18	Mise à disposition des fiches de bornes géodésiques ou de nivellement	Prestation qui consiste à mettre à disposition des usagers les fiches signalétiques des différentes bornes implantées sur l'ensemble du territoire
19	Offre de formation en SIG ou en topographie	Prestation qui consiste à offrir aux usagers des formations en Système d'information géographique(SIG) ou en topographie
20	Réalisation des travaux topographiques	Prestation qui consiste à l'exécution des travaux de Nivellement, de Géodésie, de Stéréo-préparation, construction et observation des bornes ...

O. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DES MINES ET DES CARRIERES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'un permis de recherche	Prestation qui consiste à solliciter une autorisation de l'administration pour effectuer des recherches.
2	Réalisation des travaux de prélèvement de géochimie sols, Stream sédiments, alluvionnaire, roche	Positionnement sur une carte des points de prélèvement, réalisation des prélèvements sur le terrain

**P. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE
ROUTIERE**

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'agrément de transporteur aérien	Délivrance et renouvellement d'agrément de transporteur aérien.
2	Demande d'agrément d'opérateur d'assistance et / ou d'auto assistance en escale	Délivrance et renouvellement d'agrément d'opérateur d'assistance en escale.
3	Demande d'autorisation d'exploitation	Prestation qui consiste à octroyer une autorisation d'exploitation des exploitants aériens étrangers
4	Demande de candidature aux examens du permis de conduire nationale	Prestation qui consiste à permettre à tout usager de composer un dossier de candidature aux examens du permis de conduire dans le but de l'obtenir
5	Demande de carte grise Internationale de véhicule automobile	La carte grise internationale de véhicule est un document permettant à l'usager de pouvoir utiliser son véhicule à l'extérieur du pays.
6	Demande de duplicata de carte de transport de véhicule automobile	Le service permet aux transporteurs d'acquérir une nouvelle carte de transport suite à la perte de l'ancien.
7	Demande de duplicata de carte grise de véhicule automobile	Permet aux usagers d'acquérir une nouvelle carte grise suite à la perte de l'ancien
8	Demande de duplicata de carte grise de véhicule moto	Permet aux usagers d'acquérir une nouvelle carte grise suite à la perte de l'ancien
9	Demande de duplicata de permis de conduire national	Permet aux usagers d'acquérir un nouveau permis de conduire suite à la perte de l'ancien
10	Demande de levée de gage d'un véhicule moto	Processus qui consiste à enlever la mention sous gage sur un véhicule auto ou sur une moto lorsque l'usager a fini de payer sa dette dans les Institutions financières
11	Demande de permis de conduire International	Elle se fait lorsque l'usager veut voyager et souhaite conduire un véhicule automobile à l'extérieur.
12	Demande de remplacement de carte grise de véhicule automobile	Permet à tout usagé ayant sa carte grise de véhicule vétuste, d'acquérir une nouvelle carte grise
13	Demande de renouvellement de carte de transport de véhicule	Elle consiste à produire une nouvelle carte de transport en attribuant une nouvelle date expiration, Elle se base sur l'état du véhicule automobile (visite technique du CCVA)
14	Demande d'immatriculation de véhicule automobile	Permet la première mise en circulation d'un véhicule automobile
15	Demande d'immatriculation de véhicule moto	Permet d'immatriculer une moto pour sa première mise en circulation
16	Demande d'inscription sous gage	Processus qui consiste à garantir une véhicule automobile ou d'une moto dans le but de contracter un prêt dans une institution financière

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
17	Demande d'une nouvelle carte de transport de véhicule automobile	Elle consiste à produire une carte de transport pour la première fois
18	Formation sur la sécurité routière	Dispenser des modules de formation sur la sécurité routière; Expliquer les techniques d'animation sur la sécurité routière.
19	Fourniture de données, produits et informations météorologiques	Données, produits et informations météorologiques pour les décideurs, les producteurs et les divers utilisateurs pour la prise de décisions, la conduite des activités agricoles, la résilience, la gestion des ressources en eau et les catastrophes, la recherche, l'élaboration de mémoires de fin d'étude etc.
20	Pesage des véhicules lourds de transport de marchandises	Consiste à mesurer le poids des véhicules automobiles de transport de marchandises afin de voir s'ils respectent les normes

Q. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'agrément au code des investissements	Arrêté conjoint portant agrément au code des investissements
2	Demande d'agrément en qualité de distributeurs de produits pétroliers	Arrêté conjoint portant agrément en qualité de distributeurs de produits pétroliers et dérivés
3	Demande d'agrément pour la commercialisation des semences végétales	C'est une autorisation administrative accordée à des professionnels qualifiés et reconnus comme tels pour exercer le commerce de semences certifiées.
4	Demande d'agrément pour vendeurs grossistes et détaillants, applicateurs et prestataires de services de pesticide	C'est une licence qui permet au commerçant d'importer et de commercialiser les pesticides
5	Demande d'attestation d'activités	Document attestant qu'une entreprise est en activité et nécessaire pour complément de certains dossiers tels que les soumissions aux appels d'offres.
6	Demande d'autorisation de production d'huiles alimentaires	Décision portant autorisation de production d'huiles alimentaires
7	Demande d'autorisation d'exercer le commerce au BF par les étrangers	C'est une formalité préalable à accomplir par toute personne physique ou morale de nationalité étrangère désirant exercer une activité économique au Burkina Faso
8	Demande d'autorisation d'implantation d'unités industrielles autre que les unités d'ensachage d'eau et les unités de production d'huiles alimentaires	Arrêté portant Autorisation d'implantation d'unités industrielles autre que les unités d'ensachage d'eau et les unités de production d'huiles alimentaires
9	Demande d'autorisation spéciale d'exportation (ASE)	L'ASE est une autorisation expresse du MCIA pour l'exportation de certains produits dont la liste est arrêtée par le Ministre en charge du commerce
10	Demande d'autorisation spéciale d'importation (ASI)	L'ASI est une autorisation nécessaire à l'importation de certaines marchandises, la liste des produits dont l'importation est soumise à l'obtention préalable d'une ASI est précisé par le Ministre en charge du commerce
11	Demande de carte professionnelle de commerçant	La carte professionnelle de commerçant est un document légal et professionnel du secteur privé. Elle est établie par le ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat pour une durée de 3 ans renouvelables. Elle comporte des informations sur l'identité du commerçant et celles de son domaine d'activités.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
12	Demande de certificat d'origine (CO) des marchandises	Le CO est un document d'origine qui, dans les opérations d'exportation, accompagne les marchandises et certifie leur origine. Il est visé par la DGDl pour les CO des produits industriels agréés d'origine communautaire et par la CCI-BF pour les autres produits et contre signé par les services de douanes.
13	Demande de création d'entreprises pour les personnes morales ou physiques	La création d'entreprises pour les personnes morales ou physiques regroupe ces formalités: - le Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM); - la déclaration d'existence fiscale et le numéro d'Identifiant Financier Unique (IFU); - la notification employeur (CNSS) pour les personnes morales et - la carte professionnelle de commerçant (CPC) pour les personnes physiques
14	Demande de visa du monopôle des tabacs	C'est un document délivré par le service technique du monopôle des tabacs autorisant au préalable toute opération d'importation du tabacs et des produits du tabacs
15	Demande d'implantation des unités industrielles de production d'huiles alimentaires	Décision portant autorisation d'implantation d'unités industrielles de production d'huiles alimentaires
16	Demande d'implantation des unités industrielles d'ensachage d'eau de forage	Décision portant autorisation d'implantation d'unités d'ensachage d'eau de forage.
17	Location des pavillons du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO)	Mettre à la disposition du grand public, des promoteurs d'événements, de l'administration publique et du secteur privé des salles pour des colloques, des séminaires, des foires et salons d'expositions, les mariages, les galas, les prestations d'artistes, etc.
18	Obtention de la déclaration préalable d'importation (DPI)	La DPI est une formalité remplie au sein du MCIA préalablement à toute opération d'importation de marchandise dont la valeur FOB est supérieure ou égale à 500 000 FCFA, il s'agit d'une déclaration d'intention d'importer tout produit ou toute marchandise exonérée ou pas, elle est exigible pour toutes opérations bancaires et douanières à l'importation et pour le besoin d'inspection des marchandises importées.
19	Vente des cartes des Zones de dénombrements (ZD)	Le tirage des cartes consiste à mettre à la disposition des usagers les croquis des Zones de dénombrements (ZD).

R. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'acquisition d'un bio-digesteur	Un biodigesteur est une construction enterrée en maçonnerie de briques. La technologie est destinée à recevoir des déjections animales (bovins, porcins) mélangées à de l'eau en proportion équitable en vue de produire du biogaz. Le modèle de biodigesteur proposé est le FasoBio 15 de différentes tailles: 4, 6, 8 et 10 m3. L'ouvrage a une durée de vie de plus de 20 ans.
2	Demande d'autorisation d'importation des animaux, des produits animaux et des produits d'origine animale	Quitus pour obtenir la DPI du commerce et qui garantit les conditions sanitaires des produits à importer.
3	Demande de certificat d'accréditation	Document autorisant son détenteur à transporter à l'aide de véhicules les produits halieutiques dans des conditions hygiéniques
4	Demande de certificat de mise en observation	Certificat de mise en observation est délivré par le PV ou la ZATE pour certifier qu'un animal de compagnie suspecté de rage a été mis en observation et déclaré indemne ou affecté par la maladie
5	Demande de licence d'exploitation des ressources halieutiques	Cette prestation consiste à solliciter un document autorisant l'exploitation des ressources halieutiques. A = pêche commerciale, B = pêche sportive, dans l'aire faunique, C = pêche sportive hors de l'aire faunique
6	Demande de licence pour commerçant / mareyeur	document autorisant le détenteur à commercialiser les produits halieutiques
7	Demande de visa d'importation de médicaments vétérinaires	Cette prestation permet au grossiste de médicaments vétérinaires de solliciter le quitus de l'administration en vue de s'assurer de la qualité du médicament vétérinaire et la conformité à la réglementation communautaire.
8	Demande d'établissement d'un certificat à l'exportation	Garantie sanitaire pour l'exportation des animaux, des produits animaux et les produits d'origine animale
9	Demande d'établissement d'un certificat de salubrité	Document qui atteste de la salubrité d'une denrée alimentaire d'origine animale

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
10	Demande d'établissement d'un certificat national de transhumance (CNT)	Le CNT est un document utilisé par les éleveurs qui vont en transhumance à l'intérieur du Burkina Faso.
11	Demande d'établissement d'un laissez-passer zoo-sanitaire	Le laissez-passer zoo-sanitaire est un document qui certifie l'état de santé des animaux
12	Demande d'un permis de pêche	Document autorisant la pratique de la pêche dans une région donnée; le permis de pêche est régional, c'est-à-dire qu'un permis pris au Centre ne peut être utilisé au Sahel par exemple
13	Demande d'une concession de pêche ou d'aquaculture	Cette prestation consiste pour une personne ou un groupe de personnes à solliciter le quitus de l'administration en vue d'exploiter des ressources halieutiques contenues dans un plan d'eau ou d'infrastructures aquacoles contre paiement de redevances annuelles

S. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Candidature aux jeux concours de la Semaine Nationale de l'Internet	La Semaine Nationale de l'Internet organisé par le SP-Forum est un cadre de promotion des TIC. Des jeux concours du meilleur site web, du meilleur logiciel et des meilleurs stands d'exposition. A côté de ces traditionnels jeux, vous pourrez vous inscrire au concours hackathon dont l'objectif est de regrouper des passionnés de profils divers (développeurs, designers, activistes, entrepreneurs) afin de produire une solution (logiciel, site web, application mobile, appareil électronique) pour répondre à une ou plusieurs problématiques en relation avec le thème de la SNI en cours
2	Déclaration d'IP phone sur la plateforme de l'Administration	Il s'agit de déclarer des IP phone sur la plateforme de l'administration
3	Déclaration d'un CPE WiMax	Il s'agit de déclarer un CPE WiMax sur la plateforme de l'Administration
4	Demande d'agrément technique en matière informatique	L'agrément technique en matière informatique est le gage de la capacité technique des entreprises exerçant dans le secteur des TIC. Il couvre cinq (05) domaines classifiés en trois (03) catégories : Domaine 1 : Vente, l'installation et la maintenance de matériel et logiciels informatiques (catégories A, B et C) ; Domaine 2 : les études, les audits, l'assistance et conseil (catégorie C) ; Domaine 3 : les réseaux informatiques (catégories A, B et C) ; Domaine 4 : la formation en informatique (catégories A, B et C) ; Domaine 5 : Intégrateur de solution (catégorie unique). Plus de détail dans l'Arrêté conjoint N°2016-040/MDENP/MINEFID téléchargeable sur le site web http://www.dgtic.mdemp.gov.bf/index.php/prestations/delivrance-des-agrements-techniques
5	Demande d'appui dans la réalisation d'une activité ou dans la promotion d'un produit	Il s'agit de l'accompagnement de l'ANPTIC dans la réalisation d'une activité ou dans la promotion d'un produit
6	Demande d'assistance (applications et réseau)	Il s'agit d'apporter une assistance relative à l'exploitation des applications et du réseau informatique de l'administration (RESINA)
7	Demande d'Audit de Système d'Information	Il s'agit de réaliser un audit de système d'information (matériel, procédure et logiciel, données, personnel)
8	Demande de Conseil et d'avis en matière de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)	Il s'agit de donner des conseils ou avis en matière de TIC

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
9	Demande de création d'adresses électroniques (e-mails) professionnelles	Il s'agit de la création d'adresses électroniques (e-mails) professionnelles pour le personnel de l'Administration
10	Demande de création de compte de messagerie	Il s'agit de la création de compte de messagerie de l'administration publique.
11	Demande de Création de comptes utilisateurs	Il s'agit de la création de comptes utilisateurs du domaine gov.bf (Active Directory, serveur Lync, serveur Exchange, etc.
12	Demande de déploiement d'un CPE WiMax	Il s'agit de déployer un CPE WiMax pour un client
13	Demande de Développement d'applications de e-services ou services en ligne	Il s'agit d'informatiser des processus métiers ou de construire des site web
14	Demande de Formation en Technologies de Communication et de l'Information (TIC)	Il s'agit offrir une formation sur un référentiel ou une norme, une technologie ou un outil dans le domaine des TIC
15	Demande de Mise à disposition de licences logicielles Microsoft	Il s'agit de mettre à disposition les licences logicielles Microsoft du contrat cadre
16	Demande d'élaboration du Schéma directeur de système d'information	Il s'agit d'élaborer, de contrôler l'élaboration et de suivre la mise en œuvre de schémas directeurs de système d'information de clients
17	Demande d'Hébergement de serveur	Il s'agit d'héberger un serveur dans l'infrastructure de l'Administration
18	Demande d'Hébergement de site web ou d'application web	Il s'agit de l'hébergement de site web ou d'application web
19	Demande d'interconnexion à RESINA par Fibre Optique ou par WiMax	Il s'agit de connecter l'infrastructure réseau d'une structure publique ou privée au réseau informatique de l'Administration (RESINA)
20	Demande d'urbanisation des systèmes d'information	Il s'agit d'élaborer de réaliser, de contrôler la réalisation et de suivre la mise en œuvre de l'urbanisation des systèmes d'information

**T. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION
PROFESSIONNELLES**

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Agrément de création, Autorisation d'ouverture (provisoire et définitive), d'extension et de fermeture des centres privés de formation professionnelle	Il s'agit des documents de reconnaissance délivrés par le MJFIP aux promoteurs des centres privés de formation professionnelle afin d'encadrer et de normaliser le dispositif de la formation professionnelle.
2	Appui en matière de développement de la formation professionnelle	Appui du PAPS/EFTP à l'élaboration de plans d'actions régionaux en matière de formation professionnelle
3	Appui Technique à l'élaboration de référentiels et supports pédagogiques de formation professionnelle	-Pilotage technique de l'élaboration de référentiel métier compétence (RMC), de référentiel de formation (RF), de référentiel d'évaluation (RE), de guide d'organisation pédagogique et matériel (GOMP). -Implantation de référentiel -Autres supports pédagogiques (cahier de l'apprenant, cahier du formateur etc.)
4	Assistance des bureaux d'études à la réalisation des études en lien avec la Jeunesse, la formation et d'Insertion Professionnelle	Faciliter la collecte des données par le consultant, mettre en place un comité de suivi pour valider les outils de collecte des données, valider les différentes étapes de l'étude et attester la qualité des produits validés
5	Autorisation de former et de diriger dans les centres privés de formation professionnelle	Il s'agit des documents de reconnaissance délivrés par le MJFIP aux formateurs et directeurs des centres privés de formation professionnelle afin d'encadrer et de normaliser l'intervention du personnel formateur dans les centres de formation professionnelle
6	Candidature à la formation et l'installation de brigadiers de traction animale par le MAAH	Il s'agit de former des jeunes vivant en milieu rural et les doter de kits afin qu'ils exercent le métier de brigadiers de traction animale
7	Candidature pour la formation de jeunes déscolarisés et non scolarisés à la conduite polyvalente des engins lourds des mines et du BTP	La formation de jeunes déscolarisés et non scolarisés à la conduite polyvalente des engins lourds des mines et du BTP consiste à former des jeunes déscolarisés et non scolarisés ayant le niveau CM2 à la conduite des engins lourds des mines et du BTP à l'Ecole de Perfectionnement des Travaux Publics
8	Cofinancement des projets (agriculture, élevage, artisanat et transformation des produits locaux, commerce, prestation de service, transport et BTP)	Domaines généraux d'intervention du FAPE

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
9	Commercialisation des documents d'études et d'enquêtes	L' ONEF dispose d'une documentation sur l'emploi, la formation professionnelle, le marché du travail... Cette documentation est le fruit de plusieurs études réalisées par la structure sur les thématique sus-citées. La commercialisation des documents a pour objectif de permettre aux personnes désireuses, d'avoir accès aux résultats d'enquêtes et d'études et aux bases de données sur l'emploi et la formation réalisées par l'ONEF. La commercialisation des documents a pour objectif de permettre aux personnes désireuses, d'avoir accès aux résultats d'enquêtes et d'études et aux bases de données sur l'emploi et la formation réalisées par l'ONEF.
10	Délivrance de la carte de demandeur d'emploi	Document cartonné, contenant une photo d'identité du demandeur, forme rectangulaire, coloré, (vert pour les cadres de l'enseignement supérieur autres que technique, jaune pour l'enseignement technique secondaire et supérieur, rouge pour les ouvriers se présentant avec un certificat de travail, bleu pour les demandeurs d'emploi de l'enseignement général ; gris pour ceux qui n'ont ni diplôme, ni certificat de travail) une durée de validité de 05 ans
11	Délivrance de la carte de travail	Un livret renseignant la carrière professionnelle du travailleur, contenant des feuillets et une photo de l'intéressé, de couleur jaune
12	Demande d'appui à l'installation des jeunes formés aux métiers agricoles	Vise à octroyer des kits d'installation et des fonds de roulement aux jeunes formés aux métiers agricoles pour la création de Micro et Petites Entreprises Rurales
13	Demande de financement de micro-projets du secteur informel	Le FASI a été créé en 1999 avec pour objectif de lutter contre la pauvreté par la création d'emplois et la consolidation de ceux existants à travers l'octroi de prêts aux porteurs de micro ' projets et d'en assurer le recouvrement. Les financements du FASI sont orientés vers les acteurs du secteur informel de nationalité burkinabé âgés de 18 à 60 ans. Pour ce faire, une demande de prêt doit être adressée au FASI et comportant l'identité et l'adresse complète du promoteur, le montant sollicité, le motif de l'emprunt et la durée souhaitée, le nom et la qualité de son aval, la garantie proposée ainsi que sa valeur actuelle.
14	Demande de financement des activités génératrices de revenus	Octroi de crédit aux femmes Formation des bénéficiaires du crédit
15	Encadrement technique et financier d'organisations de jeunesse	Former, appuyer et assister techniquement les mouvements et associations de jeunesse dans la mise en oeuvre de leurs activités.
16	Financement de la formation professionnelle	Le PAPS/EFTP finance à travers le FAFPA les projets de formation professionnelle initiale ou continue

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
17	Financement de microprojets et de projets	Financement des promoteurs jeunes formés en entrepreneuriat Consiste à octroyer : - des crédits d'investissements et d'équipement ; - des crédits d'approvisionnement en facteurs de production et en matières premières.
18	Formation des jeunes dans divers métiers	Consiste à former les jeunes ou des femmes sur plusieurs métiers tels que brigadiers mobiles d'irrigation de complément, la conduite des engins lourds, la technique d'aviculture traditionnelle, les techniques d'élevage de volaille locale et à favoriser leur insertion professionnelle.
19	Formation de brigadiers mobiles d'irrigation de complément	La mise en place des brigades mobiles d'irrigation de complément consiste à former des jeunes vivant en milieu rural et les doter de kits afin qu'ils exercent le métier de brigadiers mobiles d'irrigation de complément
20	Formation des promoteurs en gestion de microprojets (sous-secteur agropastoral, artisanat, commerce et prestation de service)	Les promoteurs désignés par le service des études sont formés en 02 ou 03 jours en éducation financière en fonction de la zone de localisation du projet et des besoins en renforcement
21	Formation en entrepreneuriat	Sensibiliser les jeunes à l'esprit d'entreprise, les former et les encadrer à la création et la gestion d'entreprise et au montage des plans d'affaires, financer le démarrage des meilleurs plans d'affaires non seulement à travers le Fonds d'Appui aux Initiatives des jeunes (FAIJ), dans le cadre du Programme de Formation de 5000 jeunes par an en Entrepreneuriat (PFE), mais aussi le Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Jeunesse (PPEJ ex FIJ), les financements FAIJ vont de 200 000 F CFA à 2 000 000 F CFA pour les projets individuels et de 5 000 000 pour les projets en collectif à un taux d'intérêt de 2% pour les personnes handicapées, 3,5% pour les filles et 4% pour les hommes ; remboursable en 3 à 36 mois avec un différé de paiement de 0 à 6 mois maximum, Les financements PPEJ sont essentiellement des subventions et vont de 100 000 à 5 000 000 F CFA.
22	Formation et d'appui au montage de plans d'affaires bancables	Il s'agit de permettre aux promotrices et jeunes promoteurs de MPER d'accéder aux financements des Fonds nationaux sous tutelle du MJFIP et des IMF locales en levant les goulots d'étranglement, d'abord à travers l'information, ensuite la formation et enfin l'appui au montage de plans d'affaires bancables

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
23	Formation initiale aux métiers	Le centre d'Évaluation et de Formation Professionnelle de Ouagadougou (CEFPO) a pour mission de contribuer à la mise en oeuvre de la Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (PN/EFTP), À ce titre, il offre dix (10) filières de formation qui sont (Maintenance des véhicules automobiles, Maintenance informatique et bureautique, Génie civil / Bâtiment, Construction métallique, Menuiserie ' Bois, Électricité ' bâtiment, Coupe / couture, Coiffure, Froid et climatisation, Esthétique)
24	Location d'espace publicitaire	Offrir des espaces publicitaires aux entreprises et aux particuliers pour la promotion de leurs produits et services
25	Mise en stage de pré-emploi de jeunes diplômés ou qualifiés	La mise en stage de pré-emploi de jeunes diplômés ou qualifiés consiste à placer des jeunes en stage auprès d'entreprises privées en vue de leur recrutement en fin de stage
26	Octroi de kits pour l'auto emploi	Cette action vise à octroyer des kits composés d'outils de travail aux jeunes (hommes et femmes) sortants des centres de formation professionnelle (publics et privés) pour la création de leur micro entreprise
27	Opération Permis de Conduire (OPC)	Initiée depuis 2008 par le Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles, l'Opération Permis de Conduire (OPC) a pour objectifs, d'une part, de contribuer à l'éducation civique des jeunes en renforçant leurs connaissances sur le code de la route afin de réduire l'incivisme routier et, d'autre part, de renforcer les compétences et l'employabilité des jeunes dans le secteur des transports en vue de leur insertion socio-professionnelle.
28	Perfectionnement des jeunes filles en couture et en coiffure dans les Maisons de la femme et des Centres privés de formation et dotation en kits d'installation	Il s'agit dans le cadre de cette activité de former des jeunes filles dans les domaines de la couture et de la coiffure et de les doter de kits pour leur installation
29	Placement de jeunes diplômés et/ou qualifiés en stage d'initiation à la vie professionnelle	Cette action consiste à mettre en position de stages d'initiation à la vie professionnelle des jeunes diplômés et/ou qualifiés, Elle vise également à placer des jeunes volontaires nationaux dans des chantiers de développement auprès des structures de l'administration public, des associations de développement et des Organisations Non Gouvernementales (ONG)
30	Préfinancement des marchés	Copie du marché, bon ou lettre de commande dûment signés, enregistrés et approuvés

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
31	Publication des offres d'emploi	Relayer les offres d'emplois parus dans la presse et sur le site web de l'ONEF pour atteindre un large public
32	Réalisation d'études sur commande	Réaliser des études sur commande au profit des entreprises, des départements ministériels, des projets, des ONG, des associations, des collectivités territoriales, des EPE, toute personne intéressée.
34	Recrutement de volontaire nationaux et de bénévoles	- Placer des jeunes volontaires nationaux dans des chantiers de développement auprès des structures de l'administration public, des associations de développement et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) - Appuyer les événements d'envergures nationales par la mobilisation de bénévoles
35	Recrutement et placement des jeunes en Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO)	Consiste à recruter des jeunes et des femmes pour exécuter des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
36	Souscription à la publication des offres d'emplois via SMS	ONEF-JOB est une plateforme de publication des offres d'emplois via SMS sur les téléphones portables. Cette plateforme est en lien avec le site web de l'ONEF et permet aux souscripteurs d'avoir des informations via SMS sur leurs téléphones portables, chaque fois qu'une offre d'emploi correspondant soit à leur profil, soit à leur diplôme est publiée sur ce site, Objectifs (Cette plateforme a pour objectif de rendre les offres d'emploi accessibles à la jeunesse sur toute l'étendue du territoire), NB : « ONEF JOB » n'est pas une plateforme de recrutement, seulement, elle donne des informations liées aux offres d'emploi disponibles
37	Vente d'espace d'insertion d'offres d'emploi	Offrir une opportunité aux entreprises et aux particuliers de publier leurs offres d'emploi

U. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Accompagnement à l'établissement des actes juridiques des enfants	Accompagnement à l'établissement d'actes ou d'extraits de naissance des enfants
2	Accompagnement à l'insertion sociale des enfants et jeunes en situation de rue	Retour en famille des enfants et jeunes en situation de rue
3	Accompagnement des femmes en vue de leur autonomisation	appui conseil et d'orientation aux femmes en économie familiale par le Service autonomisation socioéconomique de la femme.
4	Appui à l'élaboration de micro projet	Accompagnement pour l'élaboration de micro projet
5	Appui au renforcement des capacités	Formation en leadership féminin
6	Appui aux organisation pour formalisation (récépissé de reconnaissance)	Appui à l'obtention de récépissé de reconnaissance des groupements et associations féminins
7	Appui de personnes nécessiteuses en vivres et en matériels divers	Promotion d'une culture de solidarité au sein de la société burkinabè par le Service de la Solidarité Nationale
8	Demande d'assistance sanitaire	Intitulé du service rendu Traitement de dossiers de demande d'assistance sanitaire
9	Demande d'action en recherche de paternité	Résolution de cas de grossesse contestée
10	Demande d'adoption d'enfants burkinabè	Ce service consiste à étudier les dossiers de candidature à l'adoption nationale ou à l'adoption des non nationaux
11	Demande de cartes d'invalidité	Traitement des dossiers de demande de cartes d'invalidité
12	Demande de création des AGR au profit des filles mères	Appui financier aux filles mères à travers l'élaboration de microprojets
13	Demande de lait	Demande du lait à prix subventionné pour les nourrissons des personnes vulnérables
14	Demande de médiation pour résolution de cas	Médiation pour résolution de cas de violences faite à la femme/Fille
15	Demande de parrainage	Soutien accordé aux enfants qui ont des besoins non satisfaits dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'habillement, de l'alimentation et des loisirs
16	Demande de placement en famille d'accueil	Placement des enfants privés de famille

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
17	Demande de placement pour assistance éducative	Placement des enfants et jeunes pour assistance éducative
18	Demande de séances de sensibilisation sur les droits de la femme, de la jeune fille et des élèves	Causeries, ciné débats, conférences sur les droits de la femme et de la jeune fille et causeries en PF, SR au profit des élèves et jeunes
19	Demande de suivi-supervision des activités génératrices de revenus	Faire des sorties d'appui-conseil auprès des bénéficiaires des AGR
20	Demande d'établissement de Convention de partenariat	Partenariat entre le MFSNF et les associations et ONG travaillant dans le domaine de l'action sociale et de la promotion de la femme et du genre.
21	Elaboration de microprojets en faveur des groupes sociaux spécifiques	Lutte contre l'exclusion sociale
22	Enregistrement des personnes handicapées	Amélioration des conditions de vie des personnes handicapées
23	Placement professionnel des jeunes en difficultés	Accompagnement à la formation et à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en difficultés
24	Prise en charge alimentaire	Traitement des demandes d'assistance alimentaire
25	Prise en charge des enfants victimes de violence	Traitement des cas de violence à l'égard des enfants
26	Prise en charge psychosociale	Prise en charge psychosociale des filles victimes de grossesse contestée, des scolaires, des victimes de violence et des OEV scolarisés : Recherche et Résolution des cas de paternité contestée, VAD, VAE, counseling, entretien par le Service de l'encadrement et de la protection de l'enfant et de l'adolescent, Prise en charge psychosociale des victimes de violence faite à la femme/Fille
27	Protection des filles victimes des mariages forcés	Médiation auprès des familles d'origine et celle du prétendant pour favoriser le retour en famille
28	Réalisation d'appuis conseils au profit des personnes handicapées	Réalisation d'appuis conseils au profit des personnes handicapées
29	Réalisation d'enquêtes sociales au profit des personnes nécessiteuses	Promotion d'une culture de solidarité au sein de la société burkinabè
30	Réalisation de constat et d'évaluation de sinistres	Amélioration de la gestion des catastrophes et des crises humanitaires

Liste des procédures administratives du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Agrément technique en bâtiment	Procédures d'octroi d'agrément technique en Bâtiment
2	Agrément pour l'exercice de la mission de promotion immobilière et/ou foncière	Pièces à fournir pour l'exercice de la mission de Promotion Immobilière et / ou Foncière.
3	Agrément fourni pour l'exercice de la mission d'urbaniste	Pièce à fournir pour l'exercice de la mission d'Urbaniste.
4	Agrément pour l'exercice de la mission d'expert géomètre	Pièces à fournir pour l'exercice de la mission d'Expert Géomètre
5	Agrément pour l'exercice de la mission de l'expertise immobilière	Pièces à fournir pour l'exercice de la mission de l'Expertise Immobilière.
6	Agrément pour l'exercice de la mission d'ingénierie du bâtiment	Pièces à fournir pour l'exercice de la mission d'Ingénierie du Bâtiment

**V. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'analyse et d'examen des rapports d'évaluation environnementale stratégique (EES)	Analyse et examen des rapports d'évaluation environnementale stratégique (EES)
2	Demande d'autorisation de collecte des déchets spéciaux	Le demandeur dépose un dossier de demande au secrétariat particulier de la DG. Puis le dossier est examiné et validé par un groupe de travail restreint composé d'agents de toutes les directions techniques. Le dossier de demande validé est ensuite transmis au secrétariat de la DPPE qui initie le projet d'autorisation à la signature de la DG.
3	Demande d'autorisation de stocker des sources radioactives de catégorie I	L'introduction d'une source radioactive sur le territoire national est soumise à autorisation selon le décret n°2015-1227/PRES-PM/MEF/MERH portant conditions et modalités de délivrance des autorisations.
4	Demande d'autorisation de transport/transfert d'un animal sauvage ou de trophées (certificat d'origine)	Document donnant autorisation de transport/transfert d'un animal sauvage ou de trophées
5	Demande d'autorisation de transporter des sources radioactives	L'introduction d'une source radioactive sur le territoire national est soumise à autorisation selon le décret n°2015-1227/PRES-PM/MEF/MERH portant conditions et modalités de délivrance des autorisations.
6	Demande d'autorisation d'exercer dans le domaine de la médecine nucléaire (importation, utilisation, transport et stockage d'équipements).	L'introduction d'une source radioactive sur le territoire national est soumise à autorisation selon le décret n°2015-1227/PRES-PM/MEF/MERH portant conditions et modalités de délivrance des autorisations.
7	Demande d'autorisation d'importation des équipements émetteurs de rayon X (le scanner)	L'introduction d'une source radioactive sur le territoire national est soumise à autorisation selon le décret n°2015-1227/PRES-PM/MEF/MERH portant conditions et modalités de délivrance des autorisations.
8	Demande d'autorisation d'importation des sources radioactives	L'introduction d'une source radioactive sur le territoire national est soumise à autorisation selon le décret n°2015-1227/PRES-PM/MEF/MERH portant conditions et modalités de délivrance des autorisations.
9	Demande d'autorisation d'utilisation des sources radioactives	L'introduction d'une source radioactive sur le territoire national est soumise à autorisation selon le décret n°2015-1227/PRES-PM/MEF/MERH portant conditions et modalités de délivrance des autorisations.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
10	Demande d'avis sur la conformité environnementale	Analyse et examen des rapports d'audits environnementaux
11	Demande de certificat d'exemption des emballages et sachets plastiques non biodégradables	Le demandeur dépose un dossier de demande au secrétariat particulier de la DG. Puis le dossier est examiné et validé par un groupe de travail restreint composé d'agents de toutes les directions techniques. Le dossier de demande validé est ensuite transmis au secrétariat de la DPRE qui initie le projet de certificat d'exemption à la signature de la DG.
12	Demande de certificat d'Homologation des emballages et sachets plastiques biodégradables	Le demandeur dépose un dossier de demande au secrétariat particulier de la DG. Puis le dossier est examiné et validé par un groupe de travail restreint composé d'agents de toutes les directions techniques. Le dossier de demande validé est ensuite transmis au secrétariat de la DPRE qui initie le projet de certificat d'homologation à la signature de la DG.
13	Demande de licence de concession de zone	Autorisation donnant droit à l'exercice de la profession de concessionnaire de zones de chasse
14	Demande de licence de Guide de Chasse	Autorisation donnant droit à l'exercice de la profession de Guide de chasse
15	Demande de licence de restaurateur de viande de gibier et de commerçant de gibier	Autorisation de restauration et de commerce de viande de gibier
16	Demande de permis de capture, ou de détention d'un animal sauvage	Document donnant autorisation à la capture et à la détention d'un animal sauvage
17	Demande de permis de circulation ou de permis de coupe (bois et charbon de bois)	Autorisation d'exploitation de bois et de charbon de bois ; Autorisation de circulation de tout produit forestier, faunique et halieutique
18	Demande de permis de visite touristique, de permis photographique ou de permis cinématographique	Document donnant autorisation d'accès à la zone de zone de chasse pour la visite, la photographie ou la cinématographie
19	Paiement de taxes d'aménagement et de gestion des zones concédées	Taxes perçues par superficie de zone de chasse

W. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTRE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME

Intitulé de la prestation	Description de la prestation
1 Demande d'autorisation d'exercice de la profession cinématographique et audiovisuelle	L'autorisation d'exercice de la profession cinématographique et audiovisuelle est un document administratif qui permet aux producteurs, distributeurs, exploitants, promoteurs... d'exercer en toute légalité les activités cinématographiques et audiovisuelles.
2 Demande d'autorisation d'exploiter un restaurant de tourisme	L'autorisation d'exploiter des restaurants de tourisme consiste à mettre à la disposition de l'utilisateur un document administratif l'autorisant à exploiter un restaurant de tourisme, conformément aux lois et règlements en vigueur en la matière.
3 Demande d'autorisation de participation	L'autorisation de participation vise à faciliter la mobilité des artistes ou groupe d'artistes bénéficiaires d'une invitation à participer à un événement culturel hors du pays.
4 Demande d'autorisation de prise de vues ou de tournage	L'autorisation de prise de vues est un acte administratif accordé aux structures de production dans le cadre du tournage des films publicitaires, les reportages, les clips, les photographies ordinaires ou artistiques ou le droit de tourner des films de fiction, les séries, les feuilletons et les documentaires.
5 Demande d'immatriculation des œuvres et d'enregistrement de contrats au Registre Public du Cinéma et de l'Audiovisuel (RPCA)	Le registre public du cinéma et de l'audiovisuel permet aux professionnels du cinéma et de l'audiovisuel de faire immatriculer les titres des films et d'enregistrer les contrats intervenus à l'occasion d'une production, d'une distribution, d'une exploitation et d'une diffusion.
6 Demande d'attestation d'artiste	L'attestation d'artiste vise à certifier l'exercice de la profession d'artiste
7 Demande d'autorisation de participation	L'autorisation de participation vise à faciliter la mobilité des artistes ou groupe d'artistes bénéficiaires d'une invitation à participer à un événement culturel hors du pays.
8 Demande d'autorisation d'exploiter des établissements touristiques d'hébergements (ETH).	L'autorisation d'exploiter des établissements touristiques d'hébergements (ETH) consiste à mettre à la disposition d'un usager un document administratif qui lui permet d'exploiter de façon légale un établissement touristique d'hébergement.
9 Demande de la carte professionnelle de guide de tourisme ou de renouvellement de la carte	Cette prestation consiste à mettre à la disposition de l'utilisateur un document administratif qui l'autorise à exercer librement et en toute légalité la profession de guide de tourisme.
10 Demande de visa d'exploitation des films	Le visa d'exploitation des films est une autorisation administrative délivrée par le Ministre de la Culture des Arts et du Tourisme après notification de la commission de délivrance des visas d'exploitation des films. Cette commission est chargée d'assurer le contrôle du contenu des productions à travers des visionnages dans le but du respect des bonnes mœurs ; la protection de l'enfance, des traditions nationales et les religions établies.

	Intitulé de la prestation	Description de la prestation
11	Demande de visa de validation de la licence d'agence de voyage et de tourisme	Cette prestation consiste à délivrer annuellement aux titulaires de licence d'agence de voyages et de tourisme un document administratif les autorisant à poursuivre l'exploitation de leurs agences de voyages et de tourisme.
12	Demande de certificat d'origine et d'exploitation	Le certificat d'origine et d'exportation vise à contrôler l'exportation et à lutter contre le trafic illicite des objets d'arts
13	Demande de la carte professionnelle du cinéma et de l'audiovisuel	La carte professionnelle du cinéma et de l'audiovisuelle est une pièce justificative de l'aptitude professionnelle de techniciens et des collaborateurs relevant des différents secteurs d'activités cinématographiques et audiovisuelles.
14	Demande de licence d'entrepreneur de spectacle	Document administratif qui permet d'organiser les spectacles vivants de façon professionnelle respectant un certain nombre de critères.
15	Demande de licence des agences de voyage et de tourisme	Cette prestation consiste à mettre à la disposition de l'utilisateur un document administratif qui l'autorise à ouvrir et à exploiter une agence de voyages et de tourisme.

X. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Accompagnement des différentes fédérations	Suivi des structures fédérales dans les sports de haut niveau , avec des soutiens et des accompagnements
2	Demande d'accompagnement et de sensibilisation à la pratique du sport pour tous	Cette demande permet de répondre aux besoin des demandeur pour une meilleur pratique du sport de maintien (de mise en forme pour le bien-être et de santé en général)
3	Demande organisation et/ou accompagnement des activités de loisirs	Accompagnement et soutien qui permettent la promotion des activités de loisirs
4	Inscription à une compétition de sports scolaire, universitaire ou de la relève	Cette inscription permet aux établissements, université et grandes écoles de participer a l'USSU-BF (Union des Sports Scolaires, Universitaires du Burkina Faso), qui est une grande compétition pour les élèves et étudiants.
5	Suivi des Structures	Suivre les différentes structures de loisirs pour une meilleure réglementation et aussi permettre aux pratiquants de loisirs d'être épanouis

Y. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU PREMIER MINISTERE

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Certificat d'ajournement du SND	C'est un document administratif qui permet à un citoyen de reporter son incorporation au SND.
2	Certificat de dispense du SND	C'est un document administratif certifiant que son titulaire remplit les conditions exigées par les textes pour être exempté de l'obligation d'accomplir le service national pour le développement.
3	Recrutement des appelés volontaires des centres de formation et de production du SND	Processus de sélection des jeunes burkinabè par le Service National pour le Développement en vue de leur donner l'opportunité de se former dans les centres de formation et de production
4	Recrutement des appelés volontaires du SND appuyant l'administration publique	Processus de sélection des jeunes burkinabè en âge d'effectuer le service national pour le développement en vue de les mettre à la disposition de l'administration publique.
5	Demande de Suspension du SND	C'est la position de l'appelé volontaire qui demande une interruption de sa production au SND pour des raisons d'admission à un concours nécessitant une période de formation. La suspension est constatée par une note de service du DG/SND.
6	Demande de Transfert du SND	C'est la position de l'appelé volontaire qui sollicite le transfert de sa production SND vers une structure dans laquelle il vient d'obtenir un emploi.

Z. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT ET DU CONSEIL DES MINISTRES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Dépôt des préavis de grève	Lorsque le syndicat manifeste d'aller en grève, il doit saisir le président du conseil des ministres au moins 15 jours avant. Il est délivré au syndicat, un accusé de réception lui notifiant les prescriptions légales en matière de droits de grève, notamment l'interdiction de troubler l'ordre public ainsi que l'interdiction faite aux stagiaires de prendre part à une grève. Tout dépôt d'un préavis de grève hors délai confère à cette grève un caractère illégal.
2	Publication des récépissés d'associations et des bilans des banques dans le journal officiel	Ce service permet la publication des récépissés d'associations et des bilans des banques dans le journal Officiel du Faso
3	Publication des textes normatifs	Ce service permet de mettre en ligne sur une plateforme web les lois, les décrets, les ordonnances, les arrêtés, les actes uniformes de l'OHADA, les codes, les politiques sectorielles et tout autre texte à caractère général.
4	Soumission de dossiers en conseil des ministres	Les dossiers en conseil des ministres concernent les rapports en 60 exemplaires, les communications orales en 65 exemplaires, les avants projets de lois en 40 exemplaires si les avants projets de lois sont à soumettre au COTEVAL, le nombre est fonction des ministères concernés. Ces dossiers sont programmés dans l'ordre du jour du conseil des ministres
5	Vente et abonnement au Journal Officiel	Pour s'abonner au journal Officiel, il suffit de remplir une fiche d'abonnement qui contient toutes les informations utiles pour satisfaire le client

AA. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU MEDiateur DU Faso

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'amélioration du service public	Il existe la possibilité de demander la participation du Médiateur du Faso à toute action tendant à l'amélioration du service public
2	Demande de conciliation entre l'administration publique et les forces sociales et professionnelle.	Il existe la possibilité de demander la participation du Médiateur du Faso à toute activité de conciliation entre l'administration publique et les forces sociales et professionnelles.
3	Demande de réclamation relative à une Lenteur judiciaire	Déposer une plainte contre une lenteur judiciaire
4	Demande de naturalisation	Déposer une requête pour naturalisation
5	Proposition de réformes législatives ou réglementaires	Le droit reconnu aux citoyens de saisir le Médiateur du Faso sur des réformes législatives ou réglementaires qu'ils jugent nécessaires à l'amélioration des services publics. (article 26)
6	Demande de réclamations diverses	Déposer une plainte pour demander la restitution de biens confisqués, contre un licenciement pour perte de la nationalité Burkinabè, pour une augmentation de salaire, relative à un contrat ou certificat de travail, relative à un accident de travail, pour un capital décès, pour un certificat/visite médicale/prise en charge, contre un licenciement pour abandon /refus de rejoindre le poste assigné ou pour détournement de deniers publics et vols, contre un licenciement pour inaptitude physique ou mentale ou pour Insuffisance notoire etc.
7	Réclamation relative à la responsabilité de la puissance publique	Déposer une plainte relative à la responsabilité de la puissance publique (manifestations, émeutes, calamités, catastrophes, guerres)
8	Réclamation relative à un contrat de marché public	Déposer une plainte relative à contrat de marché public (inexécution, retard d'exécution, mauvais exécution, retard de paiement, avenants, pénalités)
9	Réclamation relative à un licenciement pour une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme d'au moins 3 mois ou avec sursis d'au moins 18 mois	Déposer une plainte contre une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme d'au moins 3 mois ou avec sursis d'au moins 18 mois
10	Réclamation relative à un problème d'Assurances – primes / réparation préjudices	Déposer une plainte pour un problème d'Assurances – primes / réparation préjudices
11	Réclamation relative à un Règlement pour solde de tout compte	Déposer une plainte pour un Règlement pour solde de tout compte
12	Recours gracieux	Déposer une requête pour un recours gracieux

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
13	Saisine du Médiateur du Faso pour des propositions de réformes législatives ou réglementaires	Le droit reconnu aux citoyens de saisir le Médiateur du Faso sur des réformes législatives, réglementaires ou administratives qu'ils jugent nécessaires à l'amélioration des services publics.

BB. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DE LA GRANDE CHANCELLERIE

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande de brevet de décoration	Consiste à la récupération de son brevet après être décoré.
2	Demande de proposition à une décoration	Consiste à demander la décoration d'un agent à titre exceptionnel compte tenu de ses réalisations ou demande de décoration d'un citoyen remplissant les conditions de propositions à une occasion particulière.
3	Demande de remplacement d'une médaille ou d'un brevet de décoration	Demande de reproduction de brevet perdu ou détérioré. Et/ou demande de ré achats d'une médaille de décoration perdus
4	Proposition de récipiendaire	Consiste à proposer des citoyens méritants à la décoration conformément au contenu de la circulaire.
5	Vente d'emblèmes et d'armoiries	Confection et mise à la disposition des citoyens des gadgets publicitaires sur les symboles de l'Etat.

CC. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'autorisation d'exploitation de fréquence radioélectrique	Analyse des demandes de fréquence
2	Demande d'autorisation d'occupation de l'espace audiovisuel	Analyse des demandes d'occupation de l'espace audiovisuel
3	Demande de déclaration d'exercice de la profession de pigiste ou free-lance	Analyse des demandes de déclaration d'exercice de la profession de pigiste ou free-lance
4	Demande de déclaration d'existence des agences de publicité	Analyse des demandes de déclaration d'existence des agences de publicité
5	Demande de déclaration de pigiste ou free-lance	Analyse des demandes de déclaration de pigiste ou free-lance.
6	Demande de déclaration des entreprises exerçant une profession publicitaire (agence conseil en publicité, éditeur publicitaire, régie publicitaire, courtier en publicité)	Analyse des demandes de déclaration des entreprises du domaine publicitaire
7	Demande de visa des accréditations des envoyés spéciaux ou des correspondants de presse étrangère	Analyse des demandes de visa des accréditations des envoyés spéciaux ou correspondants de presse étrangère
8	Demandes d'attestation de diffusion ou de parution régulière	Analyse des bilans moraux et financiers des médias audiovisuels
9	Demandes de certification de grille de programmes	Analyse des grilles de programmes
10	Réception des déclarations d'existence des médias en ligne et de la presse écrite	Analyse des dossiers de déclaration d'existence des médias en ligne, de la presse écrite

DD. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DE LA COMMISSION INFORMATIQUE DES LIBERTES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Campagne de sensibilisation à la protection des données personnelles	Assurer des ateliers de sensibilisation ou de formation sur le cadre juridique et réglementaire de la loi portant protection des données personnelles au Burkina Faso et sur la sécurité des systèmes d'information
2	Demande d'avis ou d'autorisation en vue de mettre en œuvre un traitement de données personnelles	Avant toute mise en œuvre d'un traitement contenant des données personnelles, la personne physique ou morale doit demander l'avis, l'autorisation ou déclarer selon des régimes prédéfinis, son projet de constitution de fichier de données personnelles à la CIL. Les régimes sont définis soit en considération de la qualité de la personne soit en fonction de la nature des données à collecter.
3	Dénonciation en matière de traitement de données personnelles	Lorsqu'une personne estime être victime d'une violation de ses droits en matière de traitement de ses données personnelles ou de celles d'une tierce personne, elle peut saisir la Commission par dénonciation.
4	Pétition contre la mise en œuvre ou à la suspension d'un traitement	Lorsqu'un groupe de personnes estiment être victime d'une violation de leurs droits en matière de traitement de leurs données personnelles, elles peuvent saisir la Commission en vue de se faire rétablir dans leurs droits.
5	Saisine de la CIL pour violation de ses droits en matière de traitement de ses données personnelles	Lorsqu'une personne estime être victime d'une violation de ses droits en matière de traitement de ses données personnelles, elle peut saisir la Commission en vue de se faire rétablir dans ses droits.

EE. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU CONSEIL D'ETAT

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Recours de plein contentieux	Recours par lequel un justiciable demande au juge administratif de reconnaître à son profit l'existence d'un droit, de constater que l'administration a porté irrégulièrement atteinte à ce droit et de condamner l'administration à réparer le préjudice causé par l'allocation de dommages intérêts.
2	Recours en interprétation ou en appréciation de la légalité d'un acte administratif	Recours par lequel l'on conteste l'interprétation ou la légalité d'un acte administratif
3	Recours par opposition	L'opposition est une voie de recours ouverte contre les décisions rendues par défaut; seules les parties mises en cause et qui n'ont pas comparu à l'audience peuvent faire opposition (cela en exclut les tiers);
4	Recours pour excès de pouvoir (REP)	Recours par lequel l'on demande au juge l'annulation d'une décision administrative en raison de l'irrégularité ou de l'illegalité dont celle-ci serait entachée;

FF. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DE LA COUR DE CASSATION

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Décision en matière commerciale	Décision en matière commerciale est le résultat du délibéré d'un jugement rendu par la chambre commerciale.
2	Pourvoi en Cassation en matière civile, commerciale et sociale	Les chambres civile, commerciale et sociale de la Cour de Cassation connaissent des décisions rendues en dernier ressort par les tribunaux et cours d'appel en matière civile, commerciale et sociale. Ces chambres sont saisies par requête du demandeur au pourvoi signée obligatoirement par un avocat. La requête doit contenir un exposé des faits et moyens de cassation, l'énoncé des dispositions légales violées et les conclusions. Elle est accompagnée d'une copie de la décision attaquée. Elle doit contenir l'identité et le domicile de toutes les parties. La requête est déposée au greffe central de la Cour. La Cour de Cassation connaît en outre les procédures de référé et des procédures de sursis à exécution.
3	Pourvoi en cassation en matière criminelle ou pénale	La chambre criminelle connaît des pourvois contre les décisions pénales rendues en dernier ressort par les Cours et Tribunaux du Burkina. Elle connaît en outre des procédures spéciales telles la demande de renvoi d'une juridiction à une autre, les demandes de révision, les récusations de magistrats, etc.

GG.

LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Gestion du contentieux de liste des candidats aux élections législatives	Le Conseil constitutionnel statue sur les recours contre l'éligibilité des candidats ou leurs suppléants aux élections législatives. Conformément à l'article 193 du Code électoral, le recours contre l'éligibilité d'un candidat ou d'un suppléant peut être formé devant le Conseil constitutionnel par tout citoyen dans les soixante-douze heures suivant la publication des listes des candidats.
2	Saisine du Conseil constitutionnel en matière de contrôle des partis politiques (article 26 et 27 de la Loi organique)	En application de l'article 13 alinéa 5 de la Constitution, le Conseil constitutionnel est saisi par le Ministère chargé de délivrer le récépissé de reconnaissance pour statuer sur la nature tribaliste, régionaliste, confessionnelle ou raciste d'un fait ou d'une formation politique (article 25 de la Loi organique). Dans le cas prévu par l'article 26 de la Loi organique, le Conseil constitutionnel statue dans le délai d'un mois par décision motivée. Sa décision entraîne dissolution du parti ou de la formation politique s'il est déclaré que celui-ci est anticonstitutionnel.
3	Gestion du contentieux de la régularité et du dépouillement des élections législatives	Le Conseil Constitutionnel statue sur les recours contre la régularité du scrutin et du dépouillement. Conformément aux articles suivants : Article 194 du Code électoral. Le recours contre la régularité du scrutin peut être formé devant le Conseil constitutionnel par tout citoyen dans les soixante-douze heures suivant la clôture du scrutin. Article 195. [Loi n° 005-2015/CNT du 7 avril 2015 – Art. 1. Le recours contre la régularité du dépouillement peut être formé devant le Conseil constitutionnel par tout citoyen, dans les soixante douze heures à compter du lendemain du scrutin à sept heures.]
4	La gestion du contentieux de la régularité de l'élection du Président du Faso	Le Conseil constitutionnel statue sur la régularité de l'élection du Président du Faso. Conformément à l'article 149 du Code électoral, tout candidat au scrutin peut contester la régularité des opérations électorales sous la forme d'une requête adressée au président du Conseil constitutionnel, dans les quarante-huit heures suivant la publication provisoire des résultats du scrutin.
5	Consultation du Conseil constitutionnel en cas d'empêchement du Président du Faso (Article 41 à 43 de la Loi organique)	Conformément à l'article 43 Alinéa 2 de la Constitution, le Conseil constitutionnel doit être consulté pour constater la vacance de la présidence du Faso ou l'empêchement absolu ou définitif du Président du Faso.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
6	Publication de la déclaration de candidature à l'élection du Président du Faso	A l'appel du collège électoral, le candidat constitue son dossier de candidature conformément aux dispositions du Code électoral. Il regroupe tous les éléments demandés et dépose son dossier au Greffe du Conseil constitutionnel dans les délais requis par la loi. Le Conseil constitutionnel procède à l'examen et à la publication des déclarations de candidatures.
7	Contrôle de constitutionnalité des normes	Le Conseil Constitutionnel statue sur la constitutionnalité des lois, des ordonnances ainsi que la conformité des traités et accords internationaux avec la Constitution (Article 152 alinéa 1 de la Constitution). Lorsqu'un engagement international lui est déféré, le Conseil constitutionnel avise immédiatement le Président du Faso, le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée nationale ou le Président de la Chambre des représentants (Article 47 de Loi organique) La publication d'une déclaration du Conseil constitutionnel qu'une loi n'est pas contraire à la Constitution met fin à la suspension du délai de promulgation. La décision du Conseil constitutionnel est motivée. Elle est publiée au Journal Officielle du Burkina Faso (Article 48 de Loi organique). Dans le cas où le Conseil constitutionnel déclare que la loi dont il est saisi, contient une disposition contraire à la Constitution et inséparable de l'ensemble de cette loi, celle-ci ne peut être promulguée (Article 49 de Loi organique). Dans le cas où le Conseil constitutionnel déclare que la loi, dont il est saisi, contient une disposition contraire à la Constitution, sans constater en même temps qu'elle est inséparable de l'ensemble de cette loi, le Président du Faso peut, soit promulguer la loi à l'exception de cette disposition, soit demander à l'Assemblée nationale, une nouvelle lecture (Article 50 de Loi organique). Si le Conseil constitutionnel déclare qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de la ratifier ou de l'approuver ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution (Article 51 de Loi organique).
8	Gestion du contentieux de candidature à l'élection du Président du Faso (Article 131 du Code électoral)	Après la publication de la liste provisoire des candidats à l'élection du Président du Faso, le Conseil constitutionnel reçoit compétence pour examiner les recours contre l'éligibilité des candidats. Ainsi, conformément à l'article 131. [Loi n° 005-2015/CNT du 7 avril 2015 – Art. 1. Le droit de réclamation contre la liste des candidats est ouvert à toute personne s'étant présentée à titre individuel ou ayant été présentée par un parti ou une organisation politique, un collectif de partis ou regroupement de partis ou de formations politiques légalement reconnus. Le droit de réclamation contre la liste des parrains est également ouvert à tout candidat, son mandataire ou à toute personne ayant parrainé un candidat. Les réclamations doivent parvenir au Conseil constitutionnel avant l'expiration du huitième jour suivant celui de l'affichage de la liste des candidats au greffe. Le Conseil constitutionnel statue sans délai.

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
9	Saisine du Conseil Constitutionnel en matière de révision constitutionnelle (article 34 à 36 de la loi organique)	Le Conseil Constitutionnel veille au respect de la procédure de révision de la Constitution (Article 154 Alinéa 4 de la Constitution, Article 34 de la Loi organique). A l' occasion d'une procédure de révision de la Constitution, le Conseil constitutionnel peut être saisi conformément aux articles 157 et 161 de la Constitution. Le requérant doit préciser la nature de la contestation (Article 35 de la Loi organique). Le Conseil constitutionnel vérifie le respect de la procédure de révision de la Constitution. Si le Conseil Constitutionnel estime que la procédure de révision n'est pas respectée, il arrête le processus de révision ou annule la loi de révision.
10	Régulation du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics (art. 20 à 23 de la Loi organique, article 59 à 62 du Règlement intérieur)	Lorsqu'une question concernant la régulation du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics est soulevée (dans les cas prévus aux articles 101 et 108 de la Constitution), le Conseil constitutionnel est saisi par le Premier Ministre ou le Président de l'Assemblée nationale. Il constate alors, par une décision motivée, le caractère législatif ou réglementaire des dispositions qui lui ont été soumises. La décision est notifiée à la fois au Premier Ministre et au Président de l'Assemblée nationale. L'article Article 123 de la Constitution dispose que les propositions et amendements qui ne sont pas du domaine de la loi sont irrecevables. L'irrecevabilité est prononcée par le Président de l'Assemblée.
11	Protection des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques (art. 157 Alinéa 2 de Constitution)	Article 157 alinéa 2 de la Constitution Le Conseil constitutionnel peut se saisir de toutes questions relevant de sa compétence s'il le juge nécessaire.

HH. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DE LA COUR DES COMPTES

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Dépôt de Bilan financier	Dépôt de rapport d'activités des partis politiques
2	Dépôt de Rapport d'activités	Dépôt de rapport d'activité des Partis Politiques

II. LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES DE L'AUTORITE SUPERIEURE DE CONTROLE DE L'ETAT ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

	Intitule de la prestation	Description de la prestation
1	Demande d'élaboration de la cartographie des risques	Elle consiste à auditer une organisation pour recenser les risques, les classer en fonction de leur niveau d'impact et de proposer des actions ou recommandations pour une meilleure gestion de ces risques.
2	Dénonciation de cas de malversations, de corruption ou d'abus de pouvoir	Il s'agit de dénonciations faites par des citoyens auprès de l'ASCE-LC
3	Elaboration de la cartographie des risques ou Audit	Elle consiste à auditer une organisation pour recenser les risques, les classer en fonction de leur niveau d'impact et de proposer des actions ou recommandations pour une meilleure gestion de ces risques ou examiner le contrôle interne d'une structure pour donner une opinion.